No 17 – du 27 octobre au 9 novembre

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplément à l'HR No 757

LES LIP A UN TOURNANT





Budget 78

LE NOUVEAU COUP DE BARRE

(Pages 4 et 6)

1917
1977

OCTOBRE aujourd'hui

Dimanche 6 novembre 1977

de 13h à 22h

A LA MUTUALITE ANIMATION CULTURELLE: chants, théâtre, marionnettes

Avec la participation de la jeunesse communiste marxiste-léniniste de France

- •EXPOSITIONS
- •MONTAGES DIAPOS
- •DISCUSSIONS
- •LIVRES ET BROCHURES

- La lutte contre les superpuissances
- La lutte contre l'impérialisme français
- La Chine reste et restera rouge
- La bataille politique de 1978

- LES LUTTES CLASSE CONTRE CLASSE
  - Travail dans les syndicats
  - Luttes paysannes
  - Unité ouvriers-paysans
  - Lutte des travailleurs immigrés
  - Le nucléaire
  - La Corse

•LE PARTI MARXISTE LENINISTE

4 POINTS DE RENCONTRE ET UNE GARDERIE

LE LIVRE MARXISTE

«L'HUMANITE ROUGE» quotidien et bimensuel

«PROLETARIAT» notre revue théorique



16h à 18h
MEETING CENTRAL

Les leçons d'octobre

Les tâches internationales

La campagne politique de 1978

Disponibles dès maintenant : affiches, tracts et vignettes d'entrée

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro



Justice : deux poids, deux mesures (pages 10-11)
Ainsi trois des assassins de l'ouvrier Pierre Maitre sont libres !



Espagne : Le pacte antisocial (pages 12-13)



La bande à Baader : étrangers à la révolution (page15)
Ci-contre, ouvriers allemands en grève. Seule la lutte des masses peut abattre le capitalisme !

L'Humanité rouge
BP 61
75361 Paris Cédex 18
CCP – 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 4ème trimestre 1977
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef*, Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerq, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau Pierre Marceau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes :* Claude Liria et Nicole Margerie. *Illustration :* Jean-Luc Boyer. *Administration : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz.* Imprimerie La Nouvelle. *Directrice de publication : Suzanne Marty.*

BUDGET 78

CE QUE VEUT DIRE «AUSTERITE»

Devant le parlement, Barre a annoncé : *«Il faut poursuivre en 1978 la politique d'assainissement jusqu'au moment où seront réunies les conditions d'une croissance à la fois rapide et équilibrée».* C'est l'austérité jusqu'au moment où l'on sera au bout du tunnel. Ce bout du tunnel que Chirac avait cru voir quand il était premier ministre, Barrre l'entrevoit pour dans 4 ou 5 ans (il n'est pas à une année près).

La politique de Barre repose en fait sur le principe suivant : se servir de la crise que la bourgeoisie ne maîtrise pas, pour permettre aux monopoles d'en tirer des profits. Tout se passe comme si les monopoles français s'accommodaient de la crise, dans la mesure où elle peut leur permettre de s'enrichir : c'est tout le sens de la politique d'austérité.

Qui paiera ?

Le premier volet du budget Barre, c'est d'accepter d'entrée de jeu un déficit clair et avoué. Mais quand on prévoit un déficit on prévoit aussi qui le paiera, qui en fera les frais. Les choses sont très nettes de ce point de vue : le premier vote des députés a été une augmentation du prix de l'essence et ensuite de la vignette auto. Cela s'accompagne d'un blocage déclaré des salaires. Barre annonce une augmentation des salaires proportionnelle à celle du coût de la vie. Mais il définit l'augmentation du coût de la vie à 6 % l'an, alors que depuis plusieurs années, elle tourne autour de 10 ou 12 %. Il y aura donc baisse du pouvoir d'achat : les salaires augmenteront dans le meilleur des cas de 6 %, les prix presque du double.

Voilà pour l'austérité, voilà qui paiera la crise : les travailleurs.

Tout pour les monopoles

Le deuxième volet du budget 78 c'est l'«établissement d'un certain équilibre entre les mesures d'austérité et les stimulants accordés aux entreprises». Comme en termes choisis ces choses-là sont dites !

Les stimulants accordés aux entreprises, c'est l'argent donné aux monopoles. Barre prévoit de privilégier les PTT, la SNCF, les travaux publics, les transports, les routes et autoroutes.

La somme de capitaux investis (Barre le précise bien pour que personne ne s'y trompe) servira avant tout aux entreprises : c'est-à-dire non seulement aux monopoles privés ou d'État qui recevront ces crédits, mais aussi à tous les autres qui verront leurs possiblités de transport par exemple, se développer, ou leur carnet de commandes se remplir un peu : Barre leur ouvre un marché intérieur.

Le troisième grand axe du budget 78 sera la priorité aux exportations.

C'est pour signer de gros contrats avec l'étranger que Barre s'est fait représentant de commerce, à Washington, à Moscou. Comment Barre voit-il le développement des exportations ? Il faut être compétitif, donc limiter le coût la production en limitant les salaires. Comme vous le voyez, la bourgeoisie manque d'imagination : c'est toujours à la même conclusion que l'on arrive, toujours les mêmes qui paient.

Voilà ce que l'on appelle gérer la crise : on prêche une politique d'austérité, mais en définissant bien qui en fera les frais (les travailleurs) et qui en bénéficiera (les monopoles).

Philippe LECLERC



DECLARATION DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE

LA RUPTURE DE L'UNION DE LA GAUCHE ETAIT PREVISIBLE

Les évènements en cours qui manifestent une désagrégation, au moins temporaire, de l'Union de la gauche, à moins de cinq mois de la date prévue pour le scrutin des élections législatives de 1978, confirment la justesse constante des analyses présentées depuis des années par le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Depuis 1963, les Communistes fidèles aux principes du marxisme-léninisme ont dénoncé sans réserve et sans relâche la trahison idéologique et politique des dirigeants du Parti communiste français, qui se sont délibérément placés sur les positions théoriques et pratiques du révisionnisme moderne, qui ont renié tous les enseignements révolutionnaires prolétariens de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung.

Au moment de la signature du «Programme commun de gouvernement» entre le Parti communiste français, le Parti socialiste et, dans une phase ultérieure le Mouvement des radicaux de gauche, le Parti communiste marxiste-léniniste de France, bien qu'interdit par la bourgeoisie capitaliste, a fait entendre sa voix en soulignant qu'il ne s'agissait que d'un accord électoraliste dont le seul résultat serait de conduire ses signataires à la gestion du système capitaliste. Il a également démontré que la participation des dirigeants du Parti communiste français à cette entreprise constituait une vaste tentative de mystification aux dépens de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, en répandant dans leurs rangs de graves et néfastes illusions. Il a expliqué, qu'en agissant de la sorte, Marchais et ses acolytes travaillaient efficacement pour le compte des intérêts de classe de la bourgeoisie capitaliste, car ils portaient gravement atteinte à l'esprit de classe révolutionnaire des ouvriers et des masses populaires et opéraient leur démobilisation par de vaines promesses sur la possibilité d'un prétendu «passage pacifique au socialisme».

Sur les conditions propres de l'unité, le Parti communiste marxiste-léniniste de France n'a cessé de rappeler les enseignements de l'Internationale communiste : unité au sommet uniquement, jamais ; unité à la base et au sommet quelquefois ; unité à la base, tout le temps. Il a rappelé la fameuse autocritique présentée par Maurice Thorez en 1947, concernant les graves erreurs opportunistes de droite commises sur cette question lors du Front populaire et pendant la résistance.

Sur la question capitale des «nationalisations», le Parti communiste marxiste-léniniste de France a exposé sans trêve le juste point de vue marxiste-léniniste, reconnu comme seul valable pendant de longues années par le Parti communiste français avant 1945 : il ne peut y avoir de nationalisations profitables à la classe ouvrière dans le cadre d'un État capitaliste, mais seulement dans le cadre d'un État socialiste.

Le Comité Central du Parti communiste marxiste-léniniste de France constate que la rupture de l'Union de la gauche correspond à des causes multiples, qu'il importe d'analyser de manière matérialiste dialectique sans se laisser aller au moindre subjectivisme et sans se laisser influencer par les clameurs des uns et des autres, et tout particulièrement de la bourgeoisie réactionnaire. Il considère que la raison la plus fondamentale de cette rupture réside dans les rivalités de gestion du pouvoir entre socialites et révisionnistes, rivalités que les succès à l'occasion des élections municipales ont fait éclater un peu partout.

Mais la rupture enregistrée ne conduit aucun des partis intéressés à renoncer à sa ligne politique bourgeoise respective.

Le Comité Central du Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle tous ses militants et amis, à distinguer de manière fondamentale entre les ouvriers trompés par les promesses de l'Union de la gauche, tout particulièrement les adhérents et sympathisants du Parti communiste français et les syndicalistes de la CGT d'une part, et les dirigeants coupables de les avoir trompés. Des explications nombreuses et appropriées doivent être apportées auprès de tous ces militants de base, sur la base même des principes du marxisme-léninisme, à l'aide d'exemples concrets faciles à relever tant sur le plan national que sur le plan local.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France a la mission historique de démontrer au peuple que la seule voie possible et nécessaire, pour apporter des solutions conformes aux intérêts de classe des ouvriers, des petits paysans et de tous les travailleurs, consiste à recourir à la lutte classe contre classe. Seule cette voie est susceptible de préparer efficacement les conditions victorieuses de changements réels profonds et durables, par la révolution prolétarienne, qui détruira la dictature de la bourgeoisie pour lui substituer la dictature du prolétariat, un million de fois plus démocratique.

Dès septembre, le Comité Central du PCMLF avait indiqué qu'il participerait activement aux luttes politiques de 1978, dans les entreprises, les quartiers et les campagnes, y compris en présentant des candidats ouvriers et petits paysans aux prochaines législatives. Toutes ces questions seront d'ailleurs expliquées au rassemblement national du 6 novembre à Paris, organisé par l'Humanité rouge.

Le contre-budget du PCF

Marchais brasse du vent

Face au budget de Barre, le PCF lance une nouvelle opération-chiffrage publicitaire en proposant un contre-budget.

Au taux de croissance de la production nationale prévu de 4,8% Marchais fait surenchère en fixant le pourcentage à 6,8 %.

Ce contre- projet repose sur la relance de l'économie par la consommation. Les dirigeants du PCF nous disent : il y a insuffisance de la demande en biens de consommation, il faut la stimuler. Mais ils se gardent bien de dénoncer la cause réelle de l'insuffisance de cette demande : la nature du capitalisme.

C'est toujours le capitalisme

Les capitalistes dans leur course au profit maximum, se livrent une concurrence acharnée, les plus gros absorbent les plus petits. Dans cette loi inéluctable de la concentration des capitaux privés et publics, les monopoles, pour s'assurer leur profit maximum, s'efforcent toujours d'augmenter les prix de monopole ; l'inflation qui en résulte vient réduire le pouvoir d'achat des travailleurs. Ainsi, l'insuffisance de la demande des biens de consommation est due à l'appauvrissement des travailleurs, à l'inflation qui s'inscrit dans la loi du capitalisme monopoliste d'État * (CME) : la concentration.

Du bluff

Dès lors, proclamer que l'on donne un véritable pouvoir d'achat aux travailleurs, dans le cadre du CME, ce n'est que du bluff. Par exemple, les dirigeants du PCF fixent le SMIC à 2 200 F et un relèvement différencié des salaires à partir de 4 %. Mais, de combien sera le taux de l'inflation venant réduire d'autant le niveau de vie ? Ici, silence total et pour cause ! On nous promet, seulement une lutte entreprise immédiatement» et un taux de 6% pour 1978. Comment la hausse annuelle des prix qui n'arrive pas à baisser au-dessous du 10% depuis neuf ans tomberait-elle à 6% en 1978 alors que les lois fondamentales du capitalisme monopoliste d'Etat continueront de jouer, et de plus, que la relance nous est promise ? D'autant que les 57 milliards de dépenses prévues devraient être couvertes en partie par un impôt sur le capital présenté comme une grande innovation. Notons au passage que les pays capitalistes, comme la Suède et l'Allemagne, le pratiquent depuis des années. L'accroissement des charges fiscales conduiront les monopoles à augmenter leur prix et donc à venir renforcer l'inflation.

Et l'inflation

En fait, ce contre-budget n'est que de la poudre aux yeux. Et l'on peut se demander vraiment comment ses objectifs pourraient se réaliser ?

– On prévoit que la production nationale augmentera de 6,8% grâce à la hausse de la demande de biens de consommation. On oublie dans l'affaire l'inflation, venant ronger le pouvoir d'achat et dont on se garde bien de fixer les moyens pour la juguler.



Protectionnisme

– Alors que, depuis dix ans, les importations augmentent deux fois plus vite que la production nationale, on prévoit de les réduire de moitié en 1978 « en fabriquant français». Faut-il être bien naïf pour prévoir que «nos» ventes à l'étranger progresseront néanmoins de 8 % en 1978, comme si les pays étrangers n'adopteraient pas alors de mesures de rétorsion face à un tel protectionnisme.

Catherine LEMAIRE

*Stade suprême du capitalisme caractérisé par la subordination due l'appareil d'Etat aux monopoles.

Les trotskistes contre la Chine

Pour une bonne appréciation de la situation mondiale

La mort du président Mao Tsé-toung voici un peu plus d'un an a été l'occasion d'une nouvelle offensive contre la Chine et la politique révolutionnaire du Parti communiste chinois.

Dans cette offensive, on trouve toujours au premier rang la clique des dirigeants révisionnistes de l'URSS. Ceux-ci après avoir un moment espéré un changement d'orientation du Parti communiste chinois, c'est-à-dire l'abandon de la ligne de Mao Tsé-toung, ont vite déchanté se déchainant de plus belle contre le président Houa Kouo-feng et le Comité central du Parti communiste chinois.

Moscou avec les trotskistes

Une des lamentations favorites de Moscou et de ses comparses dans le monde, c'est bien entendu la poursuite de la politique internationale de la Chine sur la base de l'analyse du monde actuel exprimée par la théorie des trois mondes.

Mais aujourd'hui, ce sont d'autres ennemis de la Chine qui retiendront notre attention. Ces ennemis, ce sont les trotskistes, vieux phraseurs de gauche en paroles, toujours de droite dans la réalité. Notre pays en compte en gros quatre courants : Lutte ouvrière, la Ligue trotskiste, l'Organisation communiste internationaliste (OCI) et l'OCT. Pour les 3 premiers courants qu'on pourrait qualifier de trotskistes orthodoxes, Mao Tsé-toung a toujours été un ennemi et la révolution chinoise se résume à l'instauration d'une bureaucratie qui opprime le peuple. Pour ces gens, la théorie des trois mondes et la politique internationale de la Chine se caractérisent ainsi *«l'accumulation de véritables crimes à l'égard de la révolution mondiale, surtout depuis 1971...»*. (Voir l'article «Chou En-laï, un artisan de la révolution ?», Pierre Rousset dans «Rouge» No 331 du vendredi 16 janvier 1976).

Faut-il aller plus loin ? La position de ces trotskistes est peu différente de celle qu'on peut lire dans «La Pravda» et dans l'artillerie lourde de la propagande de l'URSS.

L'OCT : plus sournois

Par contre, la position de l'Organisation communiste de travailleurs est plus sournoise et ces anti-staliniens de toujours vont même jusqu'à utiliser les positions du Parti du travail d'Albanie pour justifier leurs positions.

Le raisonnement de la direction de l'OCT est simple : contrairement aux révisionnistes soviétiques, ils prétendent que la politique chinoise a changé et à ce titre... ils l'attaquent avec les mêmes arguments que Brejnev, Marchais, Krivine.

Parlant de la théorie des trois monde, l'«Étincelle», organe central de l'OCT, écrivait le 15 septembre dans un article intitulé «Albanie : un coup d'arrêt à l'opportunisme» : *«Cette funeste théorie, présentée pour la première fois par Teng Hsiao-ping à la tribune de l'ONU, en 1974, systématisait dans un sens opportuniste de droite les positions de Mao Tsé-toung sur le front uni contre les deux superpuissances, et plus particulièrement sur la «zone intermédiaire»*.

Autrement dit, les dirigeants de l'OCT prétendent opposer la théorie des trois mondes qui serait le fait de Teng Hsiao-ping, à Mao Tsé-toung qui se serait contenté d'exprimer «des positions sur le front uni contre les deux superpuissances...».

Ainsi donc en 1974, alors que le président Mao en personne dirigeait attentivement, notamment les affaires internationales, Teng Hsiao-ping serait allé présenter *son* texte à la tribune de l'ONU (rien que cela). Ce que l'«Étincelle» ne dit pas, c'est que Teng Hsiao-ping fut accueilli dans la liesse à son retour à Pékin et que le camarade Chou En-laï, premier ministre, vint l'accueillir personnellement et chaleureusement à l'aéroport de Pékin.

En réalité, la direction de l'OCT, gênée par le prestige de Mao Tsé-toung, veut faire croire aux gens mal informés que la déclaration de Teng Hsiao-ping à l'ONU n'est pas un document capital élaboré, sous la direction personnelle du président Mao Tsé-toung, par les instances dirigeantes du Parti communiste chinois.

Contre Mao

Mais si l'on poursuit et qu'on examine l'argumentation politique de l'OCT contre la théorie des trois mondes, on s'aperçoit alors que l'opposition de ces trotskistes à la politique internationale de la Chine est bien antérieure au décès de Mao Tsé-toung et qu'en fait elle vise Mao Tsé-toung lui-même.

Déformant délibérément les textes et la réalité, l'«Étincelle» écrit par exemple : *«la théorie des trois mondes au contraire considère comme " force principale de la lutte contre l'impérialisme" les marchandages du roi d'Arabie et du Shah d'Iran...»*.

Que disait en réalité Teng Hsiao-ping en 1974 à l'ONU ?

«Les nombreux pays en voie de développement ont été pendant longtemps victimes de l'oppression et de l'exploitation du colonialisme et de l'impérialisme. Ils ont conquis l'in-

→

Manifestation africaine contre le social-impérialisme russe.



Les trotskistes contre la Chine

Pour une bonne appréciation de la situation mondiale

dépendance politique ; cependant, ils se trouvent confrontés, sans exception, à la tâche historique de liquider les forces résiduelles du colonialisme, de développer l'économie nationale et de consolider l'indépendance nationale. Ces pays s'étendent sur de vastes territoires où vit une population très nombreuse et où les ressources naturelles sont en abondance. Les plus cruellement opprimés, ils nourrissent un désir des plus ardents de s'opposer à l'oppression, d'acquérir la libération et d'œuvrer pour le développement. Dans la lutte pour la libération et l'indépendance nationales, ils témoignent d'une puissance prodigieuse sans pareille et remportent continuellement des victoires éclatantes. Ils constituent la force motrice révolutionnaire qui fait avancer la roue de l'histoire universelle, de même que la force principale dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et, en particulier, contre les superpuissances».

Voilà la réalité rétablie.

Contre le tiers monde

Le tour de passe-passe de l'OCT se fait en deux temps.

Tout d'abord, on escamote la population très nombreuse du tiers monde, le caractère de l'oppression qu'elle subit et donc le fait que c'est elle qui fait du tiers monde la force principale de la révolution mondiale. Deuxièmement, en appelant «marchandages» les exigences du gouvernement de l'Arabie Saoudite ou de l'Iran, l'«Étincelle» ne fait que reprendre une démarche courante dans la presse la plus réactionnaire qui veut à tout prix cacher que c'est au grand capital monopoleur (surtout américain et soviétique) que se heurtent ces pays et non à «de pauvres victimes de leurs appétits démesurés».

Autrement dit, oui, quand des gouvernements de pays du tiers monde s'opposent, ne serait-ce que sur quelques points, à la domination des superpuissances, de l'impérialisme, du colonialisme et du sionisme, alors cela est profitable aux intérêts révolutionnaires des peuples du monde. Est-ce à dire que les classes opprimées de ces pays doivent cesser la lutte pour renverser les réactionnaires au pouvoir ? Rien n'est plus étranger au léninisme, à la pensée et à la pratique de Mao Tsé-toung.

L'expérience de la Révolution chinoise

Est-ce que le front uni réalisé en Chine avec le Kouomintang et Tchiang Kaï-chek, en 1938, s'est accompagné de la recommandation au peuple chinois de ne pas lutter contre la dictature sanguinaire de Tchiang ? Non, au contraire. Mao Tsé-toung tirant les leçons de l'échec de la Révolution chinoise en 1927 a toujours encouragé Tchiang Kaï-chek contre les impérialistes japonais tout en organisant les masses populaires contre les impérialistes japonais en les éduquant à combattre jusqu'au bout tout impérialisme et en faisant échec aux campagnes de répression de Tchiang Kaï-chek. Mais évidemment ce b-a-ba de la dialectique matérialiste a toujours dépassé les trotskistes et c'est pourquoi l'«Étincelle» écrit que, selon la théorie des trois mondes, *«les peuples de ces pays ne devraient pas lutter contre les dictatures sanguinaires fascistes de Geisel au Brésil, de Pinochet au Chili, de Mobutu, etc...».*

Affirmation gratuite, mensongère et mal intentionnée que les dirigeants de l'OCT auront du mal à prouver...



L'aide chinoise au tiers monde est désintéressée. Sur notre photo, Maliens et Chinois fraternellement unis.

Ménager l'URSS

A moins que pour ces messieurs l'agression des mercenaires armés par les sociaux-impérialistes contre le Zaïre ait un caractère révolutionnaire, à moins que la guerre civile allumée et organisée par les sociaux-impérialistes russes en Angola ait un caractère révolutionnaire. A moins que la guerre attisée par l'URSS entre l'Éthiopie et la Somalie ait un caractère révolutionnaire ? Mais alors pourquoi ne pas le dire clairement ? Peut-être verrait-on trop bien alors que les dirigeants de l'OCT n'ont pas tellement envie de combattre l'expansionnisme de l'URSS.

Ne sont-ils pas très mécontents lorsque le Parti communiste chinois, après une analyse de la situation mondiale faite par Mao Tsé-toung lui-même, faut-il encore le rappeler, définit le social-impérialisme russe comme le danger principal dans la rivalité américano-soviétique pour l'hégémonie mondiale et comme le principal fauteur de guerre. L'«Étincelle» se contente de rabâcher qu'on ne peut pas combattre un impérialisme en s'appuyant sur un autre, comme si par exemple la lutte contre le fascisme allemand, italien et japonais dans les années 30 et 40, avait signifié s'appuyer sur les impérialistes britanniques pour combattre le fascisme !

Comprendre pour transformer

On aurait tort de s'imaginer qu'il s'agit là d'un simple débat d'idées sur les grandes affaires mondiales.

En fait, la compréhension de la situation du monde actuel intéresse directement tout travailleur ; elle est très importante pour l'avenir même des transformations radicales dans notre pays même. Plus la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et moyenne, tous les travailleurs comprendront les rapports de classe sur le plan international, mieux ils sauront lier la lutte de classe sur le plan intérieur contre notre bourgeoisie à la lutte de tous les opprimés sur le plan mondial ; et plus grandes, plus certaines seront les possibilités de saisir l'occasion pour établir un pouvoir nouveau.

Henri JOUR

Assises du CNPF

QUAND LES PATRONS REVENT

Lors des dernières assises nationales du CNPF, l'exposé d'ouverture était confié à J. Fourastié. La presse a pratiquement passé sous silence les propos de ce théoricien de la productivité sur le thème «L'économie et l'entreprise en France au cours des années 80».

L'ambition de ce monsieur étant de tracer pour le patronat les perspectives pour les 15 années à venir, on comprend qu'on ne tienne pas trop à informer les travailleurs des projets de leur ennemi de classe.

Il a d'abord reconnu que *«la productivité de l'heure de travail est en France l'une des plus hautes du monde. Elle s'est accrue depuis 1951 au rythme moyen de 5 % l'an».* En clair : depuis 25 ans, l'exploitation des travailleurs ça rend bien et il en a conclu que *«les perspectives fondamentales de la France sont largement favorables».*

Mais il a averti les patrons que les temps faciles c'était fini pour un bon bout de temps. Pour ce monsieur les responsables ce sont d'abord les pays du tiers monde qui refusent désormais de laisser piller leurs richesses, et qui en outre commencent à s'industrialiser et à nous faire concurrence. Ce qu'il a oublié de dire, c'est que ces industries sont pour la plupart sous le contrôle des grands monopoles qui investissent dans ces pays où ils peuvent tirer encore plus de profits de la main-d'œuvre qu'ils exploitent.

Au niveau national il a mis en avant *«des coûts salariaux trop élevés»*, alors que les statistiques officielles prouvent que le pouvoir d'achat de nos salaires se dégrade sans cesse et qu'au contraire, les profits des capitalistes augmentent. Mais ajoute Fourastié, il y a aussi le fait que notre industrie *«utilise trop peu les aptitudes techniques et l'imagination créatrice d'une population active dont le niveau est l'un des plus élevés du monde».* Patrons encore un effort, vous n'exploitez pas assez les travailleurs. Enfin, le climat politique de revendications incessantes et de contestations ininterrompues est pour lui intolérable.

Mais heureusement, cette crise économique, se double d'une crise culturelle et Fourastié a tenté de convaincre les patrons de l'intérêt que cela pouvait représenter pour eux. Bien que la majorité des salariés fasse encore confiance à des organisations qui prônent le socialisme, *«la crise, dit-il, n'est plus interprétée comme à la veille de l'effondrement du système capitaliste, car elle touche aussi les pays socialistes».*

Bien sûr, les pays authentiquement socialistes, comme la Chine, sont absents des exemples cités par Fourastié et on a pu mesurer là le tort porté à la lutte révolutionnaire du prolétariat par le pseudo-socialisme des pays révisionnistes, comme Moscou et les pays de l'Est, que le patronat utilise pour discréditer aux yeux des masses les révolutionnaires authentiques.

Donnant le ton au triomphalisme patronal, qui s'est manifesté pendant ces quatre jours, Fourastié a conclu : *«Les climats économiques et culturels que je viens d'évoquer sont très favorables à l'entreprise libre... Les années quatre-vingts vous présenteront des années économiquement difficiles mais idéologiquement désclérosées donc ouvertes et exaltantes.»*

Le patronat a repris confiance, le désarroi engendré par les querelles de la gauche lui donne l'illusion qu'il est enfin débarrassé de son plus gros souci : la lutte révolutionnaire des masses. Il a seulement oublié dans ses prévisions que voilà bientôt dix ans un nouveau parti communiste est né, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et que son influence dans les luttes ne cesse de grandir.

Henri BERTHAULT

LE MEPRIS DES TRAVAILLEURS

Pour Fourastié : «La plupart des gens ne se rendent même pas compte qu'il se passe quelque chose dans l'idéologie et ils ne se rendent même pas compte qu'il s'est passé quelque chose dans l'économie».

Il a ironisé sur ce qu'il appelle le retard idéologique de la France, entendez pas là l'attachement des masses au marxisme-léninisme malgré les trahisons des dirigeants du PCF.

Mépris aussi des peuples du tiers monde, parlant de leur industrialisation, il a dit : «Ils ne bougent pas beaucoup, mais suffisamment quand même pour nous gêner.» Et reprenant à son compte les propos de Raymond Aron : «Les hommes font leur histoire, a-t-il dit, mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font».

Fourastié contre la science

«Le grand débat sur les influences conjointes de l'hérédité et du milieu est aujourd'hui clos par la reconnaissance, par la science, de la prépondérance de l'hérédité sur le milieu. Les hommes naissent biologiquement originaux et inégaux.» L'égalité n'engendre pas le bonheur. Que feront les hommes quand ils seront égaux ? Que feront-ils quand la société sera juste ?»

Attaquant le socialisme scientifique il a affirmé : *«La science qui a détruit les religions et les conceptions du monde de nos ancêtres (lesquelles ont pendant cinquante mille ans soutenu l'ardeur de vivre de l'humanité miséreuse) s'avère impuissante à reconstruire, à donner aux hommes de notre temps des raisons de vivre.»*

JUSTICE

Deux poids, deux mesures

«Au nom du peuple français», c'est ainsi qu'il est de bon ton d'introduire les jugements dans les tribunaux de la bourgeoisie. Mais au-delà de cette affirmation rituelle et mensongère, il y a une autre réalité, une triste réalité. Ce n'est pas le peuple qui nomme les juges, les avocats, les hauts-magistrats. C'est la pouvoir en place, la bourgeoisie et malheur à celui qui n'obéit pas ; il sera muté, comme le substitut Ceccaldi, ou on lui retirera son dossier comme au juge Pascal.

D'autre part, les justiciables ne sont pas égaux devant la loi. Les patrons ont de leur côté, des gens qu'ils payent fort cher pour étudier tous les dossiers, trouver les failles des lois, s'arranger à l'amiable avec la partie adverse. L'ouvrier, lui, ne connait aucun terme juridique, ne sait jamais où il faut s'adresser pour un avocat, n'a pas d'argent, n'a aucun moyen de défense. Et puis, toutes les lois sont faites au profit de ceux qui nomment les magistrats, il leur est donc facile de se débrouiller entre eux. La bourgeoisie ne punit jamais sévèrement un de ses membres, «cela ne se fait pas» et «peut le gêner dans le déroulement normal de sa carrière», tandis qu'avec un ouvrier il n'y a pas à se gêner.

Dans le cadre de la défense de son système, la bourgeoisie est prête à tourner ses propres lois, à emprisonner et juger avec des lois d'exception. Elle enferme les militants révolutionnaires, ceux qui les défendent mais aussi tous ceux qui de près ou de loin portent atteinte à la «sûreté» de son État. Les prisonniers corses, les paysans, les militants syndicalistes, Klaus Croissant sont là pour nous le prouver.

Il n'a rien fait

Rapporté par un camarade qui a assisté à l'audience de la 17e chambre du tribunal de Paris le 17 octobre 1977 :

«A côté de moi, un jeune marocain Il me demande un renseignement. Il ne comprend pas pourquoi il est là. Il n'a rien fait. Il n'a pas d'avocat. Son copain, il y a deux ans, a «charrié» les flics dans la rue. Il était avec lui. Les flics ont vérifié son identité. Un jour, ils sont venus le chercher à son boulot à la gare de Lyon et l'ont amené puis tabassé. Deux ans après, il se retrouve au tribunal pour outrages et violences à agents. Le procureur demande un mois de prison et 500 F d'amende.

• Corse

Un dossier vide

Pendant plus d'un mois, 2 patriotes corses, José Stromboni et Jean Nicolaï sont restés en prison. Aujourd'hui, Stromboni est libéré mais Nicolaï reste détenu. Ils avaient été arrêtés pour *«atteinte à l'intégrité du territoire national et utilisation d'une station radio-électrique privée».* Ils devaient être traduits devant la Cour de sureté de l'Etat. Les preuves matérielles des flics sont bien minces pour justifier cette arrestation. Ces deux militants auraient participé à l'attaque de la villa du procureur général de Bastia. Ceci n'est en fait qu'une sinistre machination visant à prendre en otages des gens dont le seul tort est de réclamer la liberté pour leur peuple et le droit à disposer de lui-même. Le dossier est vide. Il n'y a rien qui justifie le maintien en prison de Nicolaï. Le vieux pull-over du fils de Stromboni s'esttransformé en cagoule, le poste modulation de fréquence en station-radio et tout le reste à l'avenant.



Pierre Maître : ouvrier aux Verreries mécaniques, il a été abattu par les tueurs fascistes de la CFT. 3 des agresseurs ont été libérés. Quant à Lecomte, le principal inculpé, il a tellement d'appuis que la prison doit être la plus douce des punitions pour lui.

Patron flingueur de Domazan

Au mois de février dernier, le PDG Buissonade de l'entreprise Neptune-bateaux de Domazan (Gard) tire à coups de fusil sur un groupe d'ouvriers qui venaient pour occuper son bureau. Il y aura quatre blessés dont un gravement à l'œil. Devant le tribunal il déclare : *«J'ai cru que c'était des voleurs».* Puis, : *«Ce coup de feu était dissuasif. La seconde fois, j'ai tiré en l'air.»* Ce devait être vrai puisque la justice l'a relaxé.

CES Pailleron

La justice est prompte à condamner les jeunes qui ont mis le feu au CES mais elle est moins prompte à juger les vrais coupables qui construisent de tels locaux qui brûlent aussi facilement.

Affaire Péchiney

En 1976, Péchiney déverse 22 tonnes d'acroléine dans le Rhône à Pierre-Bénite tuant 400 tonnes de poissons, il est condamné à 3 000 F d'amende même pas de quoi couvrir les frais de ramassage des poissons morts.

• Besançon

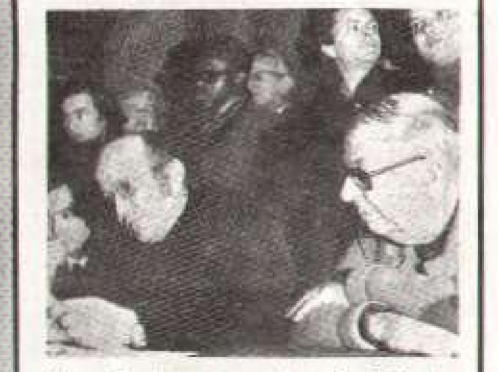
23 paysans condamnés

Pour avoir oublié que la terre n,appartient pas toujours à ceux qui la travaillent, 23 petits paysans ont été condamnés à de lourdes peines avec sursis accompagnées d'amendes. En tout 28 mois avec sursis et 29 000 F d'amende. Une paille.

L'affaire Klaus Croissant

Quand la défense devient un délit

Arrêté le 30 septembre dernier à Paris, Klaus Croissant, avocat allemand, est emprisonné à la prison de la Santé depuis le 4 octobre. Entré régulièrement en France, ce citoyen de la RFA n'est coupable d'aucun délit au regard des lois françaises. C'est sur mandat délivré par les autorités judiciaires ouest-allemandes qu'il a été arrêté dans notre pays.



Klaus Croissant avec Jean-Paul Sartre Cela se passait en 1974. Klaus Croissant dénonçait la torture en Allemagne fédérale.

Son crime ? Avoir été l'avocat des membres emprisonnés de la tristement fameuse «bande à Baader» dont l'activité vient de connaître un épilogue tragique et sanglant.

Dans les prisons allemandes, l'étau se resserre sur les détenus, quels qu'ils soient : isolement total, possibilité de procès et d'instruction judiciaire en dehors de la présence de tout avocat et, pourquoi pas, élimination de prisonniers devenus trop gênants.

Le fait d'assurer la défense de certains de ces prisonniers a suffi à rendre Klaus Croissant coupable aux yeux du gouvernement allemand. Comme soixante de ses confrères frappés des mêmes mesures, il lui est désormais impossible d'exercer sa profession dans son pays.

Il lui est en outre reproché d'avoir «aidé» ses clients. Mais de quelle manière ? Dans les limites normales de sa profession ou pas ? Cela, le dossier public sur l'affaire Croissant ne le dit pas. Klaus Croissant était donc inculpé en RFA et placé en liberté sous caution. Les juges français lui reprochent cyniquement d'avoir *«quitté son pays au mépris des dispositions édictées en sa faveur par l'autorité allemande».* Cela suffit à la police française pour l'arrêter. Cela suffit à la justice française pour le maintenir en prison sous prétexte *«d'insuffisance de ses garanties de représentation»* alors qu'un des plus grands avocats parisiens s'était offert à l'héberger.

Le 24 octobre doit être examinée la demande d'extradition déposée par les autorités allemandes. Il y a de fortes chances pour que Croissant soit toujours prisonnier à cette date. Le gouvernement français est manifestement soucieux de ménager la susceptibilité de Bonn, pas fâché non plus de faire montre d'autorité à peu de frais. Il est donc possible qu'il accède à la demande d'extradition, ce jour-là au plus tard, ce qui, pour Croissant, signifie sûrement la prison pour de longues années et, au train où vont les choses dans les prisons allemandes, peut-être la mort. Une décision aussi scandaleuse serait de plus en contradiction formelle tant avec les conventions internationales qu'avec la Constitution française qui prohibent l'extradition en matière politique. Tout doit être mis en œuvre pour l'empêcher et exiger la libération immédiate de Klaus Croissant.

LE PACTE ANTISOCIAL

Pour faire passer auprès des travailleurs sa politique d'austérité, Adolfo Suarez, président du gouvernement, a décidé de réunir tous les partis politiques représentés aux Cortes (*) pour convenir des mesures à prendre.

Le PC espagnol de Carrillo s'est empressé de répondre par l'affirmative à l'invitation de Suarez. Le but du PCE : tout faire pour obtenir des places au gouvernement. En ce sens, le sommet de Moncloa est une bonne introduction pour lui.

Le PSOE (Parti socialiste ouvrier d'Espagne) a répondu moins rapidement à la demande du gouvernement espagnol. Pour lui, il est concevable de gouverner seul, les derniers sondages l'ont placé majoritaire et d'ailleurs il refuse l'idée, soutenue par le PCE, d'un gouvernement de coalition. Mais gouverner seul la crise, c'est difficile alors le PSOE a préféré prendre sa place dans cette coalition bourgeoise.

Quant à la vieille droite fasciste, elle est isolée et ne peut donc que suivre la voie choisie par la bourgeoisie monopoliste.

Ainsi ont siégé côte à côte *«cordialement»* pour la *«réconciliation nationale»*, les fascistes, anciens piliers du régime de Franco et les faux communistes du PCE, tous réunis pour montrer aux travailleurs qu'il faut s'unir avec les patrons afin d'abattre la crise qui déferle sur l'Espagne.

Les décisions du Pacte social

En premier lieu, l'accord comprend toute une partie où il est fait état de la gravité de la crise. Ensuite, le rapport fait part d'un nouvel accord de principe : la nécessité de répartir toutes les charges de la crise sur tous les groupes sociaux. Qu'est-ce que cela veut dire ?

– 1) Les grosses entreprises paieront plus d'impôts. Mais cet argent, dépensé en plus, elles le récupéreront par le biais d'aides, de dons, etc.

– 2) Les augmentations de salaires des travailleurs seront bloquées à 22 % pour l'année à venir. Pour eux, cela veut dire une baisse de leur pouvoir d'achat déjà bien atteint. En effet, il est à prévoir que l'inflation sera supérieure à 22 % (elle est de 30 % cette année). Il existe bien une clause prévoyant que, dans ce cas, les salaires augmenteront dans les mêmes proportions. Mais la référence utilisée est l'indice officiel des prix qui, comme en France, est trafiqué. Ainsi, loin d'être un pacte pour l'amélioration du niveau de vie, c'est l'inverse qui se produit.

– 3) Autre mesure prise par la bourgeoisie espagnole : le déblocage de crédits supplémentaires pour le fonds d'aide aux chômeurs. Encore de la poudre aux yeux : le nombre des chômeurs progressant sans cesse, les travailleurs au chômage actuellement ne verront pas d'amélioration notoire.

– 4) Enfin un dernier point très important, les patrons seront autorisés officiellement à licencier 5 % de leur personnel ! Ce sera la mesure la plus difficile à faire passer auprès des travailleurs. Le PCE a donné son accord sans sourciller. Le PSOE s'est, quant à lui, un peu plus longtemps penché sur les réactions possibles des électeurs et aussi des syndicats mais finalement, sauver le capitalisme ne se fera pas sans grincement de dents et il a donné lui aussi son accord.

Un accord rejeté par les travailleurs

Il avait d'ailleurs bien raison de se soucier des réactions des syndicats qui se sont tous prononcés, à l'exception d'un seul, contre le Pacte social et notamment l'UGT (Union générale des travailleurs). Celle-ci, proche du PSOE, fut contrainte sous la pression des masses à refuser ce pacte.

Les syndicats refusent d'accepter ce train de mesures destinées à renforcer l'austérité pour les travailleurs. Un seul syndicat a accepté le Pacte social : les Commissions ouvrières qui sont sous la direction du PCE.

Elles ont expliqué : *«A tout moment, le Conseil fédéral a exprimé la conviction que seuls les sacrifices pouvaient sortir le pays de la crise».* Les travailleurs pourront être jetés sur le pavé, les Commission ouvrières ne feront rien : le patron ne fera qu'appliquer la loi, une loi que le syndicat soutient.

Ce Pacte social, plan de sauvegarde du capitalisme en Espagne, n'a d'autre but que de faire supporter la crise aux travailleurs. Le PCE qui participe à ce pacte, collabore étroitement au grand jour avec la bourgeoisie monopoliste.

Evelyne LEGUEN

(*) Cortes : équivalent de l'Assemblée nationale pour l'Espagne.

Une situation économique catastrophique

Près d'un million et demi de chômeurs, 30 % d'inflation, telles sont les manifestations de la crise pour les travailleurs.

Cette crise, elle se reflète aussi par les innombrables faillites, la fermeture d'un nombre considérable d'usines jetant sur le pavé des travailleurs qui viennent grossir les rangs, déjà très importants, des chômeurs. On remarque aussi un alourdissement de la dette extérieure, un déséquilibre accru de la balance commerciale.

Comment faire pour résoudre tous ces problèmes ?

Première grande mesure, la dévaluation de 25 % de la Peseta au début de l'été ; mais elle n'a rien changé, si ce n'est une baisse du pouvoir d'achat pour les travailleurs. Alors comment faire ?

Il faut que ce soient les travailleurs qui acceptent de supporter encore un peu plus les frais de la crise du système capitaliste. Pour cela, il faut réunir tous les représentants de la bourgeoisie et surtout ceux qui peuvent avoir de l'influence auprès des travailleurs, c'est-à-dire de tous les partis de gauche.

Tel est le sens de la réunion de Moncloa qui eut lieu jeudi 6 octobre, réunion d'où sortit un pacte social.

Les peuples d'Espagne savent se mobiliser massivement pour rejeter les mesures



Des libertés très surveillées

Les luttes des travailleurs ont été très importantes ces dernières années et la bourgeoisie espagnole a été contrainte de céder face aux revendications en faveur de l'amnistie et de la démocratisation.

Lundi 17 octobre, fut publié le décret d'amnistie adopté le vendredi aux Cortes. Par cette loi, sont amnistiés tous les prisonniers politiques accusés pour des délits commis avant le 15 juin, date des élections législatives. Par ailleurs, ceux qui ont commis des crimes politiques entre le 15 juin et le 6 octobre, jour de la rédaction du projet seront aussi amnistiés, à l'exception de ceux qui ont commis des «crimes de sang», c'est-à-dire des membres de l'ETA, du MPAIAC (Mouvement pour l'indépendances des Canaries). Cette loi va libérer 89 prisonniers politiques. Elle constitue une victoire du peuple espagnol, elle est le résultat d'une lutte de grande ampleur, qui a mobilisé des milliers et des milliers de travailleurs.

Mardi dernier, il y eut un troisième sommet de Monlloa (1) destiné à remodeler quelques points de la législation. Globalement, les partis bourgeois sont d'accord pour que soit accordé la liberté de réunion, tout en précisant que les pouvoir publics se gardaient le droit de dissoudre *«les rassemblements qui troubleraient l'ordre public».* Le droit d'association sera aussi établi mais là encore, l'autorité judiciaire aura la possibilité de dissoudre les organisations qui deviennent trop gênantes pour lui. En fait, ces nouvelles lois vont mettre l'Espagne au goût de l'Europe. Elles sont positives car c'est toujours mieux pour le peuple de lutter dans les conditions de la démocratie bourgeoise que dans celles du fascisme. Mais à chaque fois, l'État garde des prérogatives qui lui permettent de remettre en cause légalement tout ce qui le gêne. Tout cela les partis de «gauche» l'ont accepté sans problème.

Mais Suarez voulait une garantie de plus pour la bourgeoisie et cette garantie est la fameuse loi anti-terroriste. En quoi consiste-t-elle ?

Cette loi prévoit la création d'une unité spéciale de police qui posséderait des droits considérables : possibilité de prolonger les détentions préventives, de procéder à des arrestations sans mandat d'arrêt préalable de garder au secret les personnes emprisonnées pour activités terroristes. De plus, elle pourrait disposer d'une autorisation officielle pour écouter les lignes téléphoniques et surveiller le courrier des personnes soupçonnées d'avoir de telles activités. Elle aurait la possibilité d'interdire aux mass-media de diffuser toute information relative à ces activités terroristes.

Enfin, le projet encourage à la délation. Cette unité spéciale aurait la possibilité de réduire ou supprimer les peines qui s'appliquent normalement à ces délits, au bénéfice de ceux des inculpés qui collaborent efficacement à l'identification des membres des organisations terroristes.

La «gauche» n'a pas accepté d'emblée cette loi qui a des relents d'un fascisme encore trop récent. Si elle le fait, c'est se démasquer encore plus clairement face au peuple. D'un autre côté, elle veut avoir des garanties contre les révolutionnaires. Quelle voie va prendre le PC espagnol qui après tout n'est plus à une trahison près ?

(1) Suite au premier sommet chargé des questions économiques, il y eut un deuxième mais qui ne put aboutir à aucun accord.

Evelyne LE GUEN

Prague
LE PROCES DES LIBERTES

Ce ne peut être un hasard. C'est le jour même où à Belgrade la conférence de l'insécurité européenne abordait la question des droits de l'homme que s'ouvrait à Prague le procès de quatre intellectuels coupables d'avoir dénoncé l'occupation soviétique et l'étouffement de toute liberté dans leur pays.

Ota, Ornest, Jri Lederer, Frantisek Pavlicek et Vaclav Havel, directeur de théatre, écrivains, journalistes, étaient accusés de «subversion» «conspiration et appartenance à la CIA». Le dossier de l'accusation : inexistant et ridicule.

L'une des deux preuves à charge censée démontrer qu'un accusé recevait des subsides de l'extérieur était ... une tablette de chocolat offerte à sa fille par un opposant politique réfugié à Paris et transmise par l'intermédiaire de la femme de l'ambassadeur du Danemark !

La machination était trop grossière. Les autorités tchécoslovaques et leurs maîtres de Moscou n'ont pas osé prononcer le huis-clos mais l'ont organisé dans les faits efficacement : le procès s'est ouvert dans la plus petite salle du tribunal municipal de Prague. Seuls quatre sièges étaient réservés aux membres de la famille des accusés. Toutes les autres places étaient monopolisées par les gros bras du KGB et de la police en civil. Pas un parmi la dizaine de journalistes étrangers pourtant dûment accrédités, n'a été autorisé à assister à l'audience. Une cinquantaine de courageux démocrates étaient venus manifester leur solidarité. Ils ont dû attendre le verdict dans les couloirs pendant qu'une vingtaine d'entre eux étaient arrêtés et gardés à vue.

24 heures après une procédure plus qu'expéditive, le verdict tombait : de 14 mois de prison avec sursis à trois ans et demi d'emprisonnement ferme. Avec les conséquences inévitables d'une telle condamnation : impossibilité de trouver un travail quel qu'il soit, répression politique et sociale contre les familles des condamnés etc..

Le véritable motif d'inculpation n'a pas été évoqué une fois au cours de ce procès truqué de bout en bout : les quatres condamnés sont tous signataires ou supporters de la «Charte des 77» qui, au printemps dernier osa réclamer publiquement plus de libertés pour le peuple tchécoslovaque et dénoncer l'oppression dont il est victime.

Le procès était un avertissement sans ambiguité de Moscou à tous ceux qui prétendraient chasser sur ces plates bandes, en s'illusionnant sur la signification réelle de la conférence de Belgrade. Les timides remous qu'il y a suscité n'ont pas dépassé la simple protestation de forme. La déclaration française n'a même pas jugé utile de mentionner le nom de la Tchécoslovaquie, se bornant à évoquer «certains procès inquiétants» sans plus de détails.

Dans le même temps, sept jeunes Tchécoslovaques, ouvriers et étudiants, étaient condamnés à de lourdes peines comme «Houligans» (voyous) pour s'être affrontés avec la police. Parmi eux plusieurs sympathisants de la charte des 77.

Ceux ci sont décidément légions en dépit des efforts des occupants de la Tchécoslovaquie et de leurs valets pour tenter de cacher l'ampleur des luttes anti fascistes qui se développent dans le pays. Des luttes qui, au delà des frontières, commencent à nouer des rapports de solidarité.

C'est ainsi que le Comité de défense des ouvriers polonais victimes de la répression en Pologne a diffusé une déclaration de solidarité avec les inculpés de Prague. Dans les pays de l'Est comme partout dans le monde, le social impérialisme danse sur un volcan.

Annie Brunel



En 1968, les Tchécoslovaques organisent un sit-in massif pour protester contre l'invasion des sociaux fascistes russes. Aujourd'hui, la lutte continue.

Allemagne de l'Est

Le 7 octobre les jeunes d'Allemagne de l'Est étaient conviés à manifester... leur enthousiasme pour le régime qui les opprime et ses maîtres soviétiques. Ils ont bien manifesté, mais de tout autres sentiments : leur haine de la domination de Moscou, des larbins qui les servent, des flics qui les répriment et les espionnent. Au cris de «liberté !» «Les Russes dehors !» plus d'un millier d'entre eux, saisissant le prétexte de l'annulation d'un concert de musique moderne, se sont battus avec les flics. On parle de 3 morts parmi les manifestants.

LA BANDE A BAADER au service de la contre-révolution

«La Fraction de l'armée rouge» se met en place à la fin des années soixante. Elle regroupe alors des étudiants, généralement originaires de la petite et moyenne bourgeoisie qui se réclament du courant «antiautoritaire et anti-impérialiste» de l'après 68.

Provoquer la répression

Mais à partir de 1972, son analyse se précise : les masses populaires des grandes métropoles des pays capitalistes, prises au piège de la société de consommation, sont anesthésiées. Il faut les réveiller par des actions militaires contre l'État bourgeois qui usera alors de répression contre elles. De là, naitra la conscience révolutionnaire. Commence alors la série d'attentats où la RAF devait conquérir sa triste célébrité. Ce sont d'abord deux grands magasins, considérés comme les temples de la consommation capitalistes, qui sont incendiés. Puis commence la phase des holds-up de banques présentés comme nécessaires pour se procurer l'argent pour passer à l'action ; à cela succède une vague d'attentats contre les installations militaires américaines à Francfort et Heidelberg, contre l'immeuble du magnat de la presse Springer à Hambourg. Sous prétexte de frapper l'impérialisme au cœur, ces actions s'en prennent aussi aux gens : l'attaque de Hambourg, par exemple, fait de nombreux blessés, de simples travailleurs. Tant pis, estime la RAF, c'est inévitable ! En quelques semaines, on compte ainsi cinq morts et soixante et onze blessés !

La réponse de l'État capitaliste allemand est rapide : arrestation le premier juin 1972 de trois membres du «noyau dur» de la RAF : Andréas Baader, Jan Carl Raspe, Holger Meins.

Sous peu, suite à de vastes rafles policières, une quarantaine de membres se retrouvent en prison.
Holger Meins, l'un des principaux responsables du groupe emprisonné meurt à l'issue d'une grève de la faim. En représailles, le président du tribunal de Berlin, Drenkmann, est assassiné chez lui.

Attentats en série

En avril 1975, un commando attaque l'ambassade de Stocklom pour exiger la libération de 26 prisonniers de la RAF. Cela se termine dans un bain de sang ; un terroriste est tué mais il y a aussi des victimes parmi le personnel de l'ambassade. Début 1977, le processus s'accélère : enlèvement d'un dirigeant de la CDU (Parti démocrate-chrétien) Lorenz, assassinat du procureur Buback, du banquier Ponto.

L'isolement

Puis, c'est l'enlèvement de Schleyer, le patron des patrons allemands, qui, à lui seul, fait quatre morts et le détournement de l'avion de la Lufthansa qui fera une autre victime en la personne du pilote assassiné. Tout cela débouche sur la fin misérable de Baader et de trois de ses compagnons «suicidés»... d'une balle dans la nuque !

La RAF se retrouve alors complètement isolée. Un de ses anciens dirigeants, condamné à 14 ans de détention fait son autocritique en prison et rejoint l'organisation marxiste-léniniste KPD. Des progressistes comme Heinrich Böll qui avaient dénoncé le traitement dont ses membres étaient victimes en prison, condamnent le terrorisme qui s'accompagne de l'assassinat de victimes innocentes. La haine affirmée par Baader et ses disciples pour «les bourgeois» est en fait une haine contre les travailleurs supposés leurs complices.

Le mépris du peuple

En 1972, la RAF déclarait : «Le système a réussi dans les métropoles à plonger les masses si profondément dans sa propre merde qu'elles ont apparemment perdu leur vision d'elles-mêmes en tant qu'opprimées et exploitées ; de sorte que pour elles, l'auto, une assurance vie, un contrat d'épargne-logement leur font accepter tous les crimes du système et que, mis à part l'auto, les vacances, la salle de bains, elles ne peuvent rien se représenter et espérer».

L'URSS ménagée

Rien de commun dans toutes ces actions avec la lutte anti-impérialiste ou la révolution prolétarienne quelle que soit la phraséologie utilisée par les terroristes. Deux éléments aussi sont à noter : l'absence de toute référence au social-impérialisme dans leurs dénonciations, alors qu'une partie de l'Allemagne est placée sous son joug ; les liens internationaux de ce groupe, comme en témoigne la participation de terroristes allemands à l'attentat contre le siège de l'OPEP à Vienne, sous la direction du fameux «Carlos». Notons au passage qu'il s'agissait là d'une cible bien étrange pour des gens se revendiquant de l'«anti-impérialisme».

Annie BRUNEL

Un prétexte à la répression des masses

La bourgeoisie ouest-allemande s'est saisi de la lutte contre le terrorisme pour mettre sur pied une campagne de répression de grande ampleur ; les effectifs de police, déjà considérablement renforcés, seront accrus encore de 5 000 spécialistes de la guérilla urbaine. A plusieurs reprises de gigantesques chasses à l'homme ont été organisées : après l'enlèvement de Schleyer, 1 500 logements ont été perquisitionnés.

Les organisations politiques se réclamant du marxisme-léninisme sont menacées d'interdiction. Des lois ont été adoptées hâtivement, restreignant de manière scandaleuse les droits de la défense ; toute la population est invitée à participer aux tâches de répression de la bourgeoisie ouest-allemande.

Le monde en marche

• Pologne

Une nouvelle association vient de se créer en Pologne, le Mouvement Démocratique qui a pour but selon ses fondateurs de travailler en faveur du *«rétablissement de la démocratie»* et de la *«souveraineté»* du pays. Cette association regroupe des anciens membres du Comité de défense des ouvriers.

Les signataires ont fait une déclaration dont le texte est publié dans un nouveau mensuel ; ils réclament la liberté de pensée, de parole et d'information, la liberté d'association et du travail. Ils se prononcent en faveur de l'abolition de la censure, de la réforme du système électoral et du droit pour les ouvriers de créer des syndicats libres et indépendants de l'administration d'Etat.

Enfin le «Mouvement Démocratique» lance un appel à toutes les personnes de *«bonne volonté»* pour s'opposer aux *«abus de l'administration, de la police, du système judiciaire et pénitencier»* en organisant des *«associations pour la défense des droits de l'homme et du citoyen»*.

• Etats-Unis

Les dernières statistiques officielles du Census Bureau font apparaitre que ce pays si puissant réserve aux habitants les plus défavorisés un sort difficile. L'État américain estime le seuil de pauvreté à un revenu de 5 815 dollars par an pour une famille de quatre personnes.

Vingt-cinq millions de personnes aux États-Unis sont au-dessous de ce seuil et ne possèdent pas le minimum vital, soit 11 % de la population, ce qui est considérable. Ce sont les travailleurs de couleur qui, bien sûr, pâtissent le plus de cette misère et plus particulièrement les Noirs : 35 % d'entre eux font partie de cette catégorie de «misérables» selon la définition officielle du gouvernement qu'on ne peut soupçonner de parti pris favorable aux Noirs !

Ce pourcentage a augmenté de 0,7 % entre 1975 et 1977 montrant ainsi une aggravation des conditions de vie pour les travailleurs noirs.

• Italie

Vendredi 14 octobre, deux manifestations se déroulaient à Rome pour protester contre les récentes actions de l'extrême-droite néo-fasciste.

Une de ces manifestations était appelée par six partis politiques, tous les partis bourgeois qui se sont unis en juillet autour d'un programme économique : la Démocratie chrétienne, le PC italien, le Parti socialiste, le Parti social-démocrate, le Parti républicain et le Parti libéral. A eux six, ils ne rassemblèrent que quinze mille personnes.

La deuxième manifestation était organisée par le «mouvement des étudiants», rassemblant à elle seule cinq mille personnes. Outre les slogans antifascistes, les étudiants ont condamné le «gouvernement de sacrifices» et le «compromis historique».

• CEE

Actuellement, l'Europe des Neuf compte, selon les statistiques officielles, six millions de chômeurs, dont 40 % sont âgés de moins de 25 ans. Ortoli, commissaire européen chargé de l'Économie et des Finances de la CEE, a expliqué que ce chômage ne pouvait que s'amplifier en 1978 car la croissance dont on nous parle sans cesse est un leurre.

• Indonésie

En une semaine, dix-sept personnes sont mortes du choléra dans le district de Bandung, à l'ouest de l'île de Java (île située au nord-ouest de l'Australie). Plus d'une centaine d'autres ont été hospitalisées pour cette même raison. De plus, toute l'île est atteinte par la famine. Dans un seul district situé au centre de Java, vingt-sept mille personnes souffrent de malnutrition.

Un chef de village qui avait eu l'audace de révéler la faim qui sévissait dans le pays à un journaliste, fut démis de ses fonctions et le gouvernement fasciste de Suharto désigna un autre chef que la population refuse.

LE SYNDICAT PAYSANS - TRAVAILLEURS PREPARE SON CONGRES

Le syndicat Paysans-Travailleurs prépare activement son prochain congrès national qui aura lieu les 17 et 18 novembre, ont annoncé les représentants du Collectif national lors d'une conférence de presse tenue récemment à Paris.

Depuis un an, un important travail a été accompli pour relever le syndicat et le développer, à la suite des attaques internes et externes dont il a été l'objet. Aujourd'hui, ont déclaré les membres du Collectif national, le syndicat est organisé dans la plupart des régions de France, soit une cinquantaine de départements. Le Collectif national est composé de paysans mandatés par leur région et compte une dizaine de membres, assistés de deux animateurs permanents, paysans eux-aussi.

En ce qui concerne la préparation du congrès, les représentants du syndicat ont précisé qu'elle remontait à l'hiver dernier et que le collectif national avait élaboré une plate-forme syndicale soumise à la discussion des adhérents deux mois avant le congrès.

Le congrès devra définir les grandes orientations du syndicat sur la base d'un bilan de l'activité passée et de l'analyse de la situation actuelle dans l'agriculture.

Ainsi, à la question : *«Qu'est-ce que signifie pour Paysans-Travailleurs un syndicat de classe et de masse ?»*, les représentants du Collectif national répondent : *«Pour nous, un syndicat de classe doit se concrétiser par des revendications de masse. Un syndicat qui ne regrouperait que des paysans moyens deviendrait tôt ou tard un syndicat de gros paysans. Paysans-Travailleurs est un syndicat des paysans exploités, mais il faut partir des intérêts des petits paysans»*.

Pour Paysans-Travailleurs, un syndicat de classe et de masse doit être également indépendant de tout parti ou formation politique. A la question *«Paysans-Travailleurs doit-il être le syndicat de la gauche ou de l'extrême-gauche ?»*, le Collectif national répond que c'est un faux débat.

L'adhésion au syndicat se fait sur la base de sa plate-forme et non sur la base de son appartenance ou de ses opinions politiques. N'importe quel adhérent peut avoir ses propres opinions, mais il doit respecter la démocratie syndicale et l'indépendance du syndicat.

Paysans-Travailleurs a tiré la leçon des attaques internes et externes de l'an passé contre l'indépendance du syndicat. Il veut être un rassemblement le plus large possible des paysans exploités par le capitalisme en prenant en compte les intérêts prioritaires des petits paysans pour le développement des luttes revendicatives à la campagne. C'est pourquoi il souligne également la nécessité pour lui de renforcer l'organisation et d'appeller *«tous ceux qui se reconnaissent dans Paysans-Travailleurs»* à les rejoindre.

Lucien NOUVEAU



Le syndicat Paysans-Travailleurs contribue à l'union dans la lutte des ouvriers et des paysans. Ainsi, des adhérents ont apporté leur soutien à la grève de la laiterie Orlac-Gilca (Isère).

Mise en place d'un «grand syndicat agricole de gauche»

Echecs en série pour le PS

Depuis plusieurs années certaines forces de l'Union de la gauche, notamment celles liées au PS, tentent d'opérer un regroupement au niveau du syndicalisme agricole. Aujourd'hui, excepté le Modef, — dont on connait les liens avec la direction du PCF —, il n'existe aucun syndicat d'envergure nationale dont les dirigeants affichent ouvertement leurs intentions de soutenir un gouvernement de gauche et plus particulièrement le PS. Or, on sait l'importance pour des partis politiques bourgeois de disposer du contrôle des syndicats surtout lorqu'ils sont au gouvernement.

Il y a déjà quatre ans, était créé par le PS un nouveau mouvement, le Monatar, (Mouvement national des travailleurs agricoles et ruraux). Ce nouveau mouvement dont la ligne syndicale demeurera toujours la plus floue possible, restera un groupuscule qu'on ne verra pas dans les luttes de classes à la campagne. En fait, d'après nos connaissances, son recrutement fut faible et ne concernera essentiellement que des paysans moyens plutôt aisés ainsi que des paysans riches. Le Monatar affichait un soutien ouvert à l'Union de la gauche, et il n'était pas difficile de voir que dans bien des cas, ces promoteurs étaient membres des commissions agricoles départementales du PS. L'opération Monatar a échoué.

Le Monatar s'est donc transformé aujourd'hui en recrutant une poignée d'ex-membres du syndicat Paysans-Travailleurs — notamment du département des Charentes-Maritimes. Ces derniers avaient voulu entrainer par des manœuvres grossières sans aucun débat démocratique, l'ensemble du syndicat Paysans-Travailleurs dans une coordination des syndicats agricoles de gauche dont ils avaient en partie l'initiative. Cela se passait de mars à novembre 1976.

Cette coordination échoua elle aussi, tant et si bien qu'au début du mois d'octobre, le Monatar changeait de façade et se rebaptisait avec ces nouvelles recrues «Mouvement syndical des travailleurs paysans». (MSTP).

Le MSTP n'a pas encore publié de plate-forme revendicative, mais divers documents donnent une idée de la ligne générale qu'il entend défendre.

Ainsi, sur la question des buts du nouveau syndicat un dirigeant du MSTP déclare au journal trotskyste «Rouge» (29 septembre) : *«La perspective de l'arrivée de la gauche au gouvernement renforce la nécessité d'un grand syndicat paysan. Sans cela, les mesures qui seront prises risquent d'être neutralisées...»*

Voilà les tâches du MTSP: garantir l'application de la politique d'un gouvernement dit de gauche, appeler les petits et moyens paysans à renoncer à leur lutte contre les entreprises agro-alimentaires, contre le Crédit agricole ou contre les grands propriétaires fonciers.

Bien sûr, dans cette entreprise politique au profit de la bourgeoisie «de gauche», des petits et des moyens paysans pourront être momentanément trompés par leurs slogans démagogiques et trompeurs. C'est pourquoi, nous distinguons clairement les adhérents de base du MSTP de la poignée de dirigeants nationaux dont nous combattons la ligne et les méthodes d'action. C'est pourquoi également, nous sommes pour l'unité à la base et dans l'action de tous les paysans anticapitalistes sur la base des intérêts prioritaires des paysans les plus nécessiteux.

Lucien NOUVEAU

A propos d'un congrès CFDT

La lutte pour l'indépendance du syndicat

La rupture entre les partis du Programme commun amène nombre de travailleurs à prendre leurs distances avec les illusions que ces partis répandent. Qu'est-ce qu'un gouvernement de gauche va réellement changer ? Quel est le sens des querelles entre PS, PCF et Radicaux de gauche à six mois des élections ? Où est le socialisme dans tout cela ? Quelle doit être l'attitude du syndicat à tous les niveaux ? Voilà des questions qui se posent et qui seront au cœur des discussions dans la préparation et la tenue des congrès de différentes instances syndicales dans les semaines et mois à venir. Parmi les congrès les plus importants que doit tenir la CFDT, il y aura le mois prochain celui de la fédération de la métallurgie, une des plus ouvrières et des plus fortes de la confédération.

Même au niveau des directions syndicales, la rupture entre les partis du Programme commun n'est pas sans provoquer quelques troubles dans les esprits. A la CGT où le fait est inhabituel, deux membres de la commission exécutive, membres par ailleurs du PS, ont fait connaître publiquement leur désaccord avec les déclarations de Séguy et Krasucki sur les nationalisations alignées comme par hasard sur celle du bureau politique du PCF dont ils sont membres. A la CFDT, huit membres du bureau national se sont abstenus sur le vote du texte adopté les 6 et 7 octobre et portant sur la querelle PS, PCF.

Dans l'état-major CFDT, l'inquiétude règne sur les réactions des militants de l'organisation. Dans la conférence de presse tenue pour présenter le texte du bureau national (paru dans Syndicalisme-hebdo No 1674 du 13 octobre) Jacques Moreau affirmait qu'un des plus gros danger chez les militants CFDT était une certaine forme d'apolotisme, un réflexe anarcho-syndicaliste ou basiste.

Ne serait-ce pas plutôt des réactions d'hostilité plus nombreuses et plus fermes à l'égard du Programme commun et des politiciens bourgeois qui dirigent les partis de «gauche», que l'on cherche à taxer d'apolitisme pour les discréditer ? Si l'on s'en tient aux faits, de tels arguments ont été utilisés entre autres contre la commission exécutive de la section CFDT du centre de tri PTT de Lyon-gare, pour l'exclure antistatutairement alors que certains de ses membres ont plus de 15 ans de CFDT. Alors où est le danger ?

Dans son texte, le bureau national CFDT, sensible à l'exigence massive des militants, réaffirme son indépendance vis à vis des partis de gauche en déclarant que cela ne signifie pas neutralité.

Tout à fait d'accord, mais tout militant conscient pourra relever que ce texte, tout en critiquant le projet de capitalisme bureaucratique d'État des dirigeants du PCF, ne critique le Programme commun que pour ses insuffisances. D'autre part, le texte réaffirme que *«l'ouverture de la voie au socialisme autogestionnaire repose sur la convergence dans l'action des partis politiques et des forces syndicales.»*

Alors il faut être clair et cohérent : le soutien électoral et militant que la direction CFDT apporte à l'Union de la gauche, même «critique», reste un soutien. Une telle position engage l'avenir ; s'il existe un gouvernement de gauche, après mars 78, le soutien «critique» consistera alors à s'abstenir de le mettre en difficulté, à subordonner l'action classe contre classe à la négociation d'états-majors.

Là encore, ce sont les faits qui parlent. L'expérience italienne récente et actuelle nous montre que les dirigeants syndicaux soutiennent un certain nombre de mesures d'austérité du gouvernement, tente de les justifier et d'empêcher la lutte des masses contre elles. De même, en Espagne. Et pourtant, les partis dits de gauche, homologues du PCF et du PS, ne sont pas au pouvoir. Et tout cela est approuvé par les dirigeants révisionnistes et réformistes français. Bruno Trentin, leader syndical italien et dirigeant du PCI ne fut-il pas invité par les dirigeants de la fédération métallurgie CFDT à une conférence nationale de militants pour développer ce point de vue il y a quelques mois ?

C'est contre tout soutien «critique» ou non au Programme commun et aux politiciens bourgeois de l'Union de la gauche, contre toute consigne de vote émanant de syndicat, que se battront les ouvriers révolutionnaires au sein des congrès à venir. Ceci dans le respect du fonctionnement démocratique du syndicalisme de classe et de masse, contre ceux qui veulent instaurer le droit de tendance.

Cette lutte pour l'indépendance du syndicat par rapport à tout parti gouvernemental en aspirant à le devenir dans le cadre du système capitaliste, passe par le développement de l'action classe contre classe, dans l'unité de toute la classe ouvrière contre la crise capitaliste internationale et ses conséquences comme le chômage, les licenciements, les «mesures Stoléru», la vie chère et la répression antipopulaire. C'est cette lutte qui alliera un nombre toujours plus grand de travailleurs à la seule perspective socialiste qui soit, la révolution propétarienne.

Guy LEBRETON

Lip

LE TOURNANT

Les exactions et la menace permanente des flics, les poursuites judiciaires, tous les coups des patrons et de leur État, les Lip les ont connus !

Ils ont aussi connu la solidarité la plus large des travailleurs que leur avait attiré leur lutte exemplaire : celle que concrétisait les 100 000 de la marche sur Besançon.

Grâce à cette solidarité, grâce à leur lutte résolue, ils avaient pu imposer une reprise, durant un an et demi. Ils avaient pu l'imposer malgré l'opposition ouverte ou voilée qu'avaient suscitée dans les états-majors syndicaux leurs méthodes de lutte rejetant le carcan de la légalité bourgeoise et la démocratie qu'ils pratiquaient sans se soumettre à la volonté des appareils.

Aujourd'hui, les illusions qu'ils pouvaient avoir sur les horizons qu'ouvrirait la gauche au pouvoir sont largement tombées. Tout au plus pensent-ils qu'avec elle, ils éviteraient l'écrasement par la force et pourraient continuer à recevoir une rémunération minimum... rien de plus.

Aujourd'hui, à l'approche d'échéances telles que l'épuisement des stocks et des droits à l'ASSEDIC, les C'est le risque certain d'être récupérés, de s'intégrer au système.

Mais dans la période actuelle de crise plus profonde à tous les niveaux, il leur faudrait comme ils disent *«un rapport de force extraordinaire»* pour imposer à nouveau une solution (*«un patron et du capital : la seule concevable en système capitaliste»*) avec réemploi de tous.

Or les états-majors syndicaux sabotent la solidarité qui permettrait d'atteindre et d'organiser un tel rapport de force : la CGT ne coopère même pas à la vente de montres et la CFDT ne fait guère mieux ! Quelle différence avec le «Parisien Libéré», sur quoi il y a pourtant bien à redire !

Mais les Lip ne sont pas seuls ! Ils ont toujours la sympathie de la grande masse des travailleurs !

Il faut lutter dans les syndicats pour que s'organise la plus large solidarité, un puissant soutien aux Lip, jusqu'à leur victoire.

Jacques DUROC



LIP refusent de baisser les bras.

Ils s'engagent dans un projet de relance partielle de la production quitte à acquérir une partie des machines, le terrain, etc..

Ici, on montre les montres, là on fabrique des jouets en bois, ailleurs on imprime des affiches, ailleurs encore, d'autres fabriquent des objets en plastique ; on peint des assiettes, on brode, on coud, on montre le jeu -chomageopoly- ; un groupe encore assure dans la hall la vente des montres et autres objets LIP ; quelques-uns préparent un déplacement : demain ils seront à Rhodez, pour parler de leur lutte, construire la solidarité.

Au restaurant, où mangeront à midi 4 à 500 personnes, on s'affaire aussi ! Il y a aussi plus de trente commissions permanentes dont les membres changent (sauf quelques uns) par roulement. Sans compter celles mises en place pour régler des problèmes nouveaux : réparation du transformateur cassé par les flics, problèmes de chauffage à l'approche de l'hiver.

Il y a même un salon de coiffure, à prix réduit, comme le sont les repas surtout pour les chômeurs (4 F).

Quelques bambins qui n'ont pas l'âge scolaire sont là avec leur mère ou à la crèche.

Ce qui frappe quand on parcourt l'usine, c'est cette activité multiple, organisée, calme et souriante qui fait de l'accueil à LIP quelque chose qu'on oublie pas.

Parmi cet éorme stock de machines que les patrons voudraient bien récupérer sans eux, ce sont les hommes justement qui comptent. Parmi les travailleurs debout, mûris de toute l'expérience,on se sent bien.

Le PC et les LIP

Aprés les avoir trainés dans la boue, les dirigeants du PCF rendent visite aux Lip en la personne de journalistes de «France Nouvelle» : ils font leur autocritique : *«Votre lutte est exemplaire»* et ils mettent en avant la démocratie !

C'est que l'opposition de la direction du PCF aux Lip leur a causé bien du tort. Les Lip, c'était l'envers du PC, de la CGT, spécialement en matière de démocratie ! Alors, aujourd'hui en cette période électorale, on est prêt à tout pour se donner le visage de la démocratie prolétarienne, sauf bien sûr la pratique de ce point de vue, les dirigeants du PCF n'ont en rien changé !

137 licenciements à St-Fromond (Manche)

«Non, vraiment, ça va trop loin !»

La tuilerie, dernière usine d'un canton rural situé entre Caen et Cherbourg, va fermer ses portes. Les 137 ouvriers, hommes et femmes, jeunes et vieux, vont se retrouver sans travail.

Ce soir , ils sont là une dizaine d'ouvriers de la tuilerie et un petit commerçant du village, pour faire le point; parler avec nous de leur travail , de leur lutte du chômage, de l'avenir.

Licenciements à tour de bras

La tuilerie de St Fromond, c'est la 9 éme entreprise qui ferme depuis 1974 dans le canton.

Déjà, il y a plus longtemps, le dépôt SNCF de Lison qui employait 400 travailleurs a été transféré à Caen ; avec la disparition des machines à vapeur il devenait inutile.

Aprés c'est l'usine de caramels Galio qui ferme ses portes, la tuilerie d'Aviel, - celle de Lison,. La minoteri la scierie, les carrières, le centre de ramassage du lait (les tanks à lait ont remplacé les bidons), la fromagerie .

Aujourd'hui aprés Airel et Lison, la tuilerie de St Fromond ferme. Toutes les trois appartenaient aux tuileries de Beauvais.

Au total 400 emplois supprimés dans le canton en deux ans, les classes qui ferment dans les écoles...et même plus la possibilité d'aller travailler à la ville : pas loin d'ici chez Moulinex à St lô, on parle de 200 licenciements.

«Pas de sentiment»

Pourtant le travail à la tuilerie ce n'était pas rose : 1 750 F mensuels, pour des semaines de 44 heures en équipe et souvent il fallait travailler le samedi ou le dimanche parceque le four lui , il ne s'arrête jamais. Un travail fatiguant dans la poussière de la terre qu'on travaille pour faconner tuiles et briques L'été il faut travailler avec des températures de 50o aux séchoirs, sans parler des fours. Maintenant, le four restera froid.

Ainsi l'ont décidé les patrons.

Les patrons ? ceux des Tuileries de Beauvais, des Comptoirs industriels du Nord, d'Eternit, chaque entreprise étant actionnaire de l'autre. D'aprés le rapport de l'expert comptable sollicité par le comité d'entreprise, il n'y avait pas de déficit à St Fromond ; seulement le profit réalisé était inférieur au profit escompté Alors comme l'a dit le PDG. *«En matière économique, on ne peut pas faire de sentiment...»*

La lutte

. il y a 2 sections syndicales à la Tuilerie, CGT , et CFTC, l'une et l'autre ayant un poids sensiblement égal. La rivalité des deux syndicats, au niveau départemental aménera pendant longtemps des difficultés pour réaliser l'unité des travailleurs dans l'usine.

Les députés, le préfet, tout le monde s'est répandu en promesses et en belles déclarations pour empêcher la fermeture.Beaucoup d'agitation, non sans arrière-pensées électorales. Mais finalement à l'heure de la fermeture, plus rien.

Avant les vacances, l'inspectrice du travail de St Lô s'était montrée correcte avec les grévistes du garage Legoux. Aux travailleurs de St Fromond, elle devait dire qu'elle était victime de pressions.

De fait , peu de temps aprés, elle était mutée et son remplaçant n'attendit même pas le rapport de l'expert comptable, il donna en 2 jours son accord pour les licenciements et transmit le dossier à l'ANPE.

Ce que les travailleurs ont appris dans cette lutte c'est qu'ils devaient compter avant tout sur eux mêmes. Ce soir, non syndiqués et syndiqués, quelque soit leur appartenance syndicale, ils sont là, ensemble, parce - qu'ils sont tous dans le même bain, la rage au coeur devant toute cette injustice, la colère froide parce que :

«L'ouvrier c'est toujours lui le lampiste» «mais maintenant, maintenant, ça va trop loin»...

Oui ça va trop loin, nous sommes des millions à le penser.

Pierre MARCEAU



La tuilerie de St-Fromond.

Ratonnade dans le 11e à Paris

Une riposte exemplaire !

Un soir, vers 10 h, un travailleur rentre à son domicile. Devant lui, sur le trottoir, à hauteur d'une voiture en double file, un petit groupe : quatre hommes entourant un cinquième, noir. Le travailleur s'arrête, descend de son véhicule et s'approche.

— *«Qu'est-ce qui se passe ?*
Pas de réponse.
— *Qu'est-ce que vous faites ?*
— *Allez, vous occupez pas de ça, on est de la police de Paris.*
Ils sont en civil.
— *Vous n'êtes pas en service ; montrez-moi votre carte.*
Un homme montre rapidement une carte marquée RPR.
— *Vous n'avez pas le droit de faire ça. Qu'est-ce que vous faites là ?*
Les quatre pseudos-flics se font brusquement menaçants.

Le travailleur file à sa voiture, part en trombe et va chercher du renfort. Ils reviennent quelques minutes plus tard : les quatre individus ont pris la fuite.

Le travailleur africain confirme ce que l'on devine déjà : c'était purement et simplement une ratonnade et les agresseurs se réclamaient en effet de la ville de Paris. Chirac fait mieux qu'appliquer les mesures Stoléru pour inciter nos frères immigrés à partir. Il se paye une police privée spécialisée dans ce genre d'exaction !

Cela se passait à proximité du foyer de la rue Sedaine où des assassins du même acabit ont allumé un incendie qui a fait trois morts parmi les résidents africains de ce foyer.

Cela se passait non loin d'une permanence RPR, dans un quartier où les «Front national» (FN) de Le Pen est également actif.

Mais cela n'a rien d'étonnant venant de ces fervents défenseurs du système capitaliste, de ces ennemis mortels de tous les travailleurs.

Ce qui est remarquable, ce que nous voulons souligner avec force comme un grand encouragement pour la lutte pour l'unité de tous les travailleurs Français et immigrés contre le racisme, contre les mesures Stoléru, contre l'ennemi commun, c'est la ferme intervention de ce travailleur français.

C'est un exemple à suivre et c'est la preuve qu'existe la possibilité d'organiser la riposte, dans l'intérêt de tous les travailleurs.

Les travailleurs africains du foyer de la rue Sedaine ont été informés ; il est à l'ordre du jour de mettre sur pied, sur le quartier, les moyens de défense nécessaires.

Jacques DUROC

Ben Dhiaf de retour

Ben Dhiaf, le travailleur immigré expulsé illégalement, est de retour en France. Expulsé alors qu'il protestait contre des offres d'emplois racistes à l'ANPE, il avait eu à subir la répression policière (arrestation, mauvais traitements, incarcération...). L'affaire Ben Dhiaf avait suscité une large mobilisation populaire à Grenoble où il habitait. Son retour est une première victoire !



Manifestation à Grenoble contre l'expulsion de Ben Dhiaf.

LES AMIS DE CHIRAC

Jacques Chirac, le maire de Paris, n'a jamais caché ses sympathies pour l'extrême-droite et la pratique vient de le confirmer. C'est sans doute pour cela qu'il a fait rentrer comme officier municipal — équivalent des maires-adjoints de Paris — dans le 15e, un dénommé Joseph Bruneau de la Salle, 31 ans. Lequel Joseph en question dirige une maison d'éditions et de publicité liée à l'extrême-droite. Lequel Joseph en question était membre du Bureau politique d'Ordre nouveau en 1973.

Ce groupe était un groupe fasciste, héritier du mouvement Occident. M. Chirac sait choisir ses officiers municipaux. (D'après le «Canard Enchaîné»).



«Sécurité des travailleurs immigrés contre les agressions racistes.»

1er festival de la femme

Un avenir tourné vers le passé

Ce singulier festival de la femme a été organisé récemment par la Chambre de commerce de Paris avec la participation de Jours de France et du magazine Elle.

Cette initiative a correspondu à plusieurs préoccupations. La chambre de commerce de Paris a d'abord voulu relancer le commerce et la consommation en utilisant l'argument publicitaire choc que constitue a ses yeux les femmes.

Il s'est agi ensuite de lancer un contre-feu au mouvement pour l'émancipation de la femme en espérant pouvoir récupérer dans le cadre de la société «libérale avancée» un certain nombre de jeunes femmes. Pour cela, les stands ont cherché à flatter l'image de la femme telle que voudrait l'imposer la bourgeoisie. Les seules perspectives offertes aux femmes c'était *«restez au foyer et faites de la tapisserie ou alors engagez-vous dans l'armée»*. **Quant au droit au travail Nicole Pasquier, la déléguée de Giscard à la condition féminine a dit à l'adresse sans doute des 55 % de chômeurs qui sont des femmes :** *«La fin du chômage n'est pas pour demain».*

Mais n'est-il pas possible de «changer la vie» et d'améliorer la situation des femmes dans notre société grâce aux élections ? C'est à faire croire cela que se sont employées pendant deux heures, faisant suite au «shows mode» genre «Blue bel girls», Florence Harcourt, député RPR de Neuilly et Gisèle Moreau, député PCF du 13e arrondissement de Paris. Voici leurs déclarations les plus significatives :

Florence Harcourt : *«La politique c'est le service des autres au plus haut niveau».*

Gisèle Moreau : *«Quand on est élu député c'est pour résoudre les problèmes des gens».*

Voilà pourtant plus de cent ans que le parlement existe, que les députés se «dévouent» et l'exploitation est toujours là...

Les députés sont là !

Gisèle Moreau : *«Par exemple, si je prends la loi sur l'avortement, incontestablement, la gauche a permis d'abord son adoption, parce que sinon il n'y aurait pas eu de loi sur l'avortement».*

Et nous qui pensions que c'est la lutte et le mouvement des femmes qui avaient contraint le Parlement à voter cette loi !...

«Un bien dur métier»

Gisèle Moreau : *Oui, une femme député reçoit des coups ; ça fait partie de la lutte».*

Florence Harcourt : *«On prend des coups, mais vous savez, on en prend aussi dans les affaires, dans les entreprises.»*

Les travailleurs exploités jusqu'à la moelle, les accidentés du travail, les grévistes expulsés par les CRS ne savaient pas que ces pauvres députés étaient si à plaindre !

«Attention, votez !»

Gisèle Moreau : *«Ce qui se passe à l'Assemblée je m'excuse de l'expression un peu triviale, ça nous retombe dessus.»*

Une bonne raison pour foutre en l'air l'appareil d'État capitaliste dont l'Assemblée est un rouage, et foutre en l'air ne nous parait pas trivial.

«Cri du cœur»

Gisèle Moreau : *«Parfois on me dit : "Dans mon arrondissement, il y a également un député de droite il vient, il dit la même chose que vous ; il est d'accord avec vous". Alors là, je dis : «informez-vous, il y a un journal officiel...»*

Pas besoin de journal officiel pour être d'accord avec cet habitant du 13e ! Justes réactions.

Des groupes de femmes ont manifesté contre la tenue de ce festival ; le syndicat parisien de la chambre du Commerce et de l'Industrie l'a dénoncé dans un tract. Chambre de Commerce, Blue-bel-girls, Florence Harcourt, Gisèle Moreau, qui se ressemble s'assemble !

Jean NESTOR

du 12 au 15 octobre
1er Festival de la Femme

LES BOUTIQUES DU PALAIS DES CONGRES

Une femme-fleur ligotée dans un paquet-cadeau. C'est le sigle de ce festival du mépris de la femme.

Ecole

Université
L'ARGENT FAIT LE TRI

«Le Monde de l'éducation» d'octobre, publie une enquête : «Qui sont les étudiants ?». Cette étude permet de mettre en évidence l'inégalité profonde entre les différentes classes sociales dans l'accès à l'enseignement supérieur.

60 % des étudiants sont issus de la haute et moyenne bourgeoisie. 20 % sont issus des couches pauvres (employés, ouvriers, etc.) Les enfants d'ouvriers représentent 8 % des étudiants. Ceux d'agriculteurs 1 %. Ces chiffres traduisent la sous-représentation flagrante des classes et couches populaires à l'université, et ceci d'autant plus que ces couches sont les plus nombreuses de la société.

Les études primaires et secondaires ont donc opéré une sélection qui, pour ces couches pauvres, devient une véritable élimination de l'enseignement supérieur.

Les étudiants pauvres doivent d'autre part se cantonner dans les études courtes, faute de moyens financiers, ces études leur permettant de trouver un emploi plus rapidement. (40 % des étudiants des IUT sont d'origine pauvre).

Parmi les études possibles, seules celles de lettres et de sciences leur sont pratiquement accessibles. Ils sont exclus des écoles supérieures, (écoles normales supérieures, polytechnique par exemple) et des secteurs formant les professions libérales.

Un autre aspect de la condition des étudiants pauvres est celle des étudiants salariés. Leur nombre est en constante augmentation : ils sont 35,3 % de l'effectif total en 1977. Ils sont très désavantagés, ayant beaucoup moins de temps pour étudier que les autres et ne pouvant assister à de nombreux cours.

L'inégalité qui frappe les femmes

Une deuxième rubrique importante de l'article du «Monde de l'éducation» concerne la condition des étudiants. Elle se traduit d'abord par l'infériorité du nombre des étudiantes sur celui des étudiants : 44,6 % contre 55,3 %.

Les étudiantes font des études plus courtes que les étudiants. Dans les études longues, elles sont deux fois moins nombreuses : 5,3 % contre 10,2 %.

Elles sont très minoritaires dans les études de sciences (liées à la production). Par contre, elles sont largement minoritaires dans celles de lettres. Ceci reflète la division du travail entre les hommes et les femmes dans la société capitaliste. Cette inégalité des femmes par rapport aux hommes s'accroît d'autant plus quand les étudiantes sont issues des couches populaires.

Ces inégalités vont s'accroître avec l'application de la réforme Haby. L'accroissement du nombre des étudiants est cette année très faible comme elle l'a été à la rentrée précédente (plus 0,07 %). Les effectifs de lettres, secteur où les étudiants sont les plus nombreux certainement, sont en diminution de 6 %.

Ni chômeurs, ni cadres du capital

Malgré l'origine très peu populaire des étudiants, de plus en plus ceux-ci remettent en cause l'enseignement de la bourgeoisie.

Beaucoup de ces étudiants se retrouvent au chômage une fois les études terminées. En particulier, beaucoup se retrouvent maîtres-auxiliaires, faiblement payés, sans emploi fixe ou tout simplement chômeurs.

D'autre part, beaucoup d'étudiants ont des conditions de vie précaire. L'étude du «Monde de l'éducation» indique que 29 % des étudiants, un sur trois, n'ont pas plus de 50 F par mois pour leurs loisirs, la somme moyenne dépensée pour les loisirs étant de 108 F par mois. L'augmentation du prix des repas des restaurants universitaires, celle du prix des chambres des moyens de transports, rognent régulièrement le faible budget des étudiants.

Les luttes de masse des étudiants et le rôle très progressiste qu'ils ont joué ces dernières années dans la lutte de classe dans la plupart des pays montrent que les étudiants rejettent de plus en plus l'université bourgeoise. Ce rejet s'accompagne du rejet du rôle de garde-chiourme que la société bourgeoise leur fait jouer contre les travailleurs. Leur mot d'ordre : «Ni chômeurs, ni cadres du capital» n'a pas fini de retentir.

Henri LUCAZEAU



Logement

Lancua-Bellevue (Redon)

La longue lutte des locataires

Depuis deux ans, s'est constitué sur le quartier populaire de Lanrua-Bellevue à Redon, un comité* qui a organisé la défense des intérêts des locataires ; avec l'aggravation des conditions d'existence des travailleurs (chômage, bas salaires) les problèmes ne manquent pas dans ces HLM où logent environ 550 familles.

L'an dernier, le comité et les habitants ont mené la lutte sur des questions de chauffage (une grève des charges se poursuit à ce sujet) et sur divers problèmes locatifs liés à la vétusté des immeubles de la partie la plus ancienne, depuis 18 ans, certaines cages d'escalier n'ont pas été repeintes ! Certains locataires se retrouvaient parfois avec de l'eau jusqu'au mollet dans leurs appartements inondés par suite d'infiltration et le chauffage était plus que déficient, par manque de radiateurs notamment.

Le comité a persisté avec acharnement dans la luute et a remporté quelques succès. Il est maintenant connu et reconnu ; de bons rapports avec la presse ont valu à ses initiatives un large écho.

L'office départemental des HLM, qui a longtemps prétendu ignorer le comité et les revendications des locataires a bien sûr changer d'attitude, les locataires n'ont pas hésité à intervenir en force au Conseil d'administration où leur fermeté ne laissa aux administrateurs aucune porte de sortie ; ils durent bien sortir de leur mutisme !

Saisies et expulsions

Aujourd'hui, la situation difficile pour les travailleurs met au premier plan le problème des saisies et des expulsions.

On apprend tel jour en passant à la mairie qu'un poste de télé saisi est en vente aux enchères (certains se taisent et n'en informent pas le comité). Il faut alors intervenir pour récupérer le peu que les huissiers ont saisi : les gens ici n'ont guère plus que le strict minimum ! Quand le comité est prévenu à temps, il intervient pour empêcher la saisie, ou l'expulsion.

Cela n'est pas toujours facile : comme certains s'en sortent malgré les difficultés, il y a pour ceux qui ne s'en sortent pas des arguments du genre : *«Ils ne se privent pas, ils ne savent pas se débrouiller»*. Cela peut créer des divisions néfastes pour les locataires et que le comité doit combattre.

Avec un délégué dans chaque immeuble ou groupe d'immeuble, le comité est attentif à tout cela, mobilise et informe systématiquement la population, agit et intervient en cas d'expulsion : pour cela, il a mis en place un système d'alerte.

Jacques DUROC

*Le comité avait invité divers journaux à venir s'informer auprès de lui. C'est ce que nous avons fait. Nous avons discuté une soirée avec plusieurs de ses membres réunis pour cela.

Le comité et les partis

Le comité tient à son indépendance à l'égard des partis. Ainsi à l'époque des municipales, le PCF voulait l'amener à soutenir le Programme commun. Le comité s'y est refusé.

Le PCF ne participe pas au comité sans toutefois le combattre ouvertement. Un administrateur des HLM est membre du PCF : pour lui la lutte ne passe jamais par la mobilisation des habitants !

Conditions d'existence à Redon

Il y a en ce moment 1 600 chômeurs dans la région de Redon (10 000 habitants). Un chômeur du quartier, âgé, ne parvenant pas à retrouver du travail, est mort récemment, du chômage !

Quant au salaire, voici l'exemple, très courant à Redon, d'une travailleuse active dans le comité ; pour une famille comptant 5 enfants dont 4 à charge, (un de 16 ans deux de 14 ans et un de 11 ans), 1 730 F de salaire et 1 800 F d'allocations familiales, avec 430 F de loyer !

Les autorités locales voudraient bien être débarrassées de ces miséreux. A Redon, les usines ferment mais on construit des immeubles de luxe ou des garages à 1 million la place !

L'une des premières réalisations du comité fut un montage diapos ; il luttait alors pour des transports reliant le quartier au centre-ville (il a d'ailleurs obtenu satisfaction).

Il organise également des fêtes, parties de boules ou de palet (jeu très populaire dans la région). Jeunes et moins jeunes peuvent ainsi se distraire (il n'est rien prévu sur le quartier pour cela).

Il participe à des manifestations et coordinations d'autres comités semblables (tel que celui du quartier de Villejean à Rennes) et en invite à ses propres activités.



Exposition Courbet au grand Palais

COURBET: DU REALISME AU SOCIALISME

Gustave Courbet (1819-1877) vit à l'époque de la naissance du prolétariat en France. Epoque du Paris insurgé des Trois Glorieuses (juillet 1830), des manifestations violentes des Canuts de Lyon, des barricades de la Révolution de 1848, époque où Marx et Engels lancent le «Manifeste du Parti communiste» et proclament *« la ruine de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables».*

Époque de durs affrontements entre le prolétariat et ses ennemis, Louis XVIII, Louis Philippe, Louis Napoléon devenu bientôt Napoléon III. Les peintres ne resteront pas évidemment étrangers à ces bouleversements. Il y aura d'un côté des peintres idéalistes, cherchant leur inspiration dans le retour au passé, chantant les louanges des grands, de l'autre, et en totale opposition, Courbet.

Courbet, réaliste, Courbet peintre du peuple. Courbet communard.

Le réalisme contre l'art pour l'art

Aucun peintre sans doute n'a jamais été aussi décrié, bafoué, insulté, haï par la bourgeoisie que Courbet et cela avant même qu'il n'adhère à la Commune.

A parcourir l'exposition du Grand Palais, on peut s'étonner de l'acharnement de la bourgeoisie à attaquer Courbet. Tableaux de chasse, portraits, paysages, nus forment la très grande majorité de ses toiles.

Qu'est-ce qui provoque donc la haine de la bourgeoisie ? Cela tient en un mot : la réalité.

A cette époque, les toiles sont encombrées de scènes de la vie antique, de scènes historiques, de mythologie, de fêtes galantes, de scènes de la vie mondaine. On peint l'apothéose d'Homère, l'apothéose de Napoléon, Molière invité à la table de Louis XIV, la mort de Sardanapale, l'Amour et Psyché...

On prône la théorie de l'art pour l'art qui présente la peinture comme le fruit uniquement de l'imagination du peintre dont le but est de représenter la beauté immuable et de produire des toiles agréables à voir.

Courbet le premier dans l'histoire de la peinture française introduit la réalité et rompt avec ces conceptions.

Le premier, il proclame la nécessité de peindre ce que l'œil voit et uniquement ce qu'il voit. *«Je tiens que la peinture est un art essentiellement concret et ne peut consister que dans la représentation des choses réelles et existantes»* écrivait-il en 1861.

Son réalisme est matérialiste en ce qu'il part de la croyance en l'existence du monde extérieur, indépendamment de l'existence de l'artiste. Il rompt avec l'idéalisation et montre les choses telles qu'elles sont. Dès ses premières toiles, Courbet fait scandale dans la société bourgeoise. Ingres le traite de «parfaite nullité» et écrit avec mépris «ce garçon-là c'est un œil». Il ajoute non sans raison «cet autre révolutionnaire sera un exemple dangereux».

Peintre du peuple

Cet œil là va s'attacher à regarder la société telle qu'elle existe et pour la première fois fera entrer le petit peuple, la paysannerie, les ouvriers dans la peinture. Ce seront «les casseurs de pierres» (aujourd'hui disparu), «les cribleuses de blé» et «les paysans de Flagey revenant de la foire» par exemple.

Dans «les paysans de Flagey revenant de la foire», Courbet présente les paysans de son pays, la Franche-Comté, avec toute leur fierté et leur assurance. On est loin des «bergers» de la mythologie et loin des gravures qui présentaient une paysannerie prostrée dans la misère, sans aucun désir de lutte, sans aucune espérance.

«Les cribleuses de blé» est l'un des plus attachants tableaux de Courbet. Dès l'abord, il attire par sa couleur, son éclat. Au lieu des couleurs sombres, habituelles chez Courbet, on a là l'emploi sur toute la toile de teints dorés, rouges, bleus qui confèrent une force certaine au tableau. La radiographie de la toile montre comment Courbet a corrigé la pose de son personnage central pour lui donner une meilleure assise et partant une plus grande robustesse. C'est là, aussi, l'impression de force qui domine. La cribleuse au centre a des bras puissants et tient la crible comme si elle tenait le monde dans ses mains.

C'est la force du prolétariat naissant qui s'exprime là et dans des tons et une luminosité qui expriment sans doute la confiance de Courbet dans la classe ouvrière. Il élève au rang de héros le paysan, le casseur de pierres, la cribleuse au lieu du marquis ou du roi. Courbet s'élèvera contre «M.David et sa bande de peintres d'une époque soldatesque». Il refusera de fait de peindre la soldatesque des Tuileries.

Les cribleuses de blé.




Courbet communard

Du réalisme au socialisme la démarche de Courbet est naturelle. Courbet qui a recusé l'art pour l'art Courbet qui peint les cribleuses, ce Courbet là ,quand le prolétariat de Paris s'insurge et instaure son pouvoir, prend parti pour la Commune.

«De la négation de l'art pour l'art, de l'idéal et de tout ce qui s'en suit, j'arrive en plein à l'émancipation de l'individu et finalement à la démocratie. le réalisme est par essence démocratique» écrivait-il en 1868.

Quand vient la Commune, Courbet est au premier rang, il sera élu président de la Commission des Arts de la Commune et plus tard conseiller municipal dans le 6e arrondissement.

Le 30 avril 1871, il écrit à ses parents : *«Je suis dans l'enchantement, Paris est un vrai paradis... Il faudrait pouvoir rester toujours comme cela».*

Il n'en fut point ainsi. La répression versaillaise s'abattit sur les communards. Courbet fut condamné à six mois de prison puis accusé à tort d'avoir détruit la Colonne Vendôme et condamné à la relever !

Dans le rapport qu'il écrit à ses juges et au gouvernement pour prouver son innocence, pendant l'été 1871, alors qu'il se trouve en prison, il ne renie rien de ses convictions et déclare qu'il est *«absolument pour la fédération française»* nom qui désigne la Commune.

Il écrira à sa sœur Juliette le même été : *« je me fais honneur d'avoir appartenu à la Commune malgré les inculpations qui pèsent sur elle, car ce gouvernement est l'idéal des gouvernements, il noie l'ignorance et rend les guerres et privilèges impossibles».*

Il déclare devant le tribunal *«qu'il voit comme tout le monde que le temps des hommes qui gouvernent en maîtres est passé, ainsi que celui de l'autorité absolue».*

La haine de la bourgeoisie redoublera alors. Alexandre Dumas fils, le jour où Courbet est arrêté, écrit : *« De quel accouplement fabuleux d'une limace et d'un paon, de quelles antithèses génésiques, de quel suintement sébacé peut avoir été engendrée cette chose qu'on appelle M. Courbet ?»*

Cette bassesse et cette hargne du plus vil des plumitifs de la réaction ne peut être qu'un hommage à Courbet.

Courbet ouvre une nouvelle époque dans la peinture et s'inscrit aux sources de l'art socialiste, sans dépasser certaines contradictions propres à son époque, celles du prolétariat naissant. Mais n'annonce-t-il pas la naissance de cet art nouveau du réalisme socialiste quand il déclare que *«La france a une idée à exalter et la liberté à rétablir» ?*

Pierre DELAUBE



Une caricature de Cham dans «le Charivari», ou comment la bourgeoisie crache sur la peinture qui représente les gens du peuple.

«J'ai fait dans ma vie bien des portraits de moi au fur et à mesure que je changeais de situation d'esprit ; j'ai écrit ma vie en un mot. Le troisième était le portrait d'un homme râlant et mourant, l'avant-dernier le portrait d'un homme dans l'idéal et l'amour absolu de la manière de Goethe, Georges Sand, etc. Il m'en reste un à faire, c'est l'homme assuré dans son principe, c'est l'homme libre».



UN FILM POURRI

(Chinois encore un effort...)

Dans la campagne antichinoise actuelle, Viénet est l'exécutant des besognes les plus basses, dont bien d'autres ne veulent pas, de peur de s'y salir. Le mercenaire Viénet, lui, s'y vautre dans son dernier film : «Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires».

La «thèse» centrale de Viénet est que la Chine populaire est le régime le plus fasciste que nous ayons connu.

Comparativement, l'Allemagne hitlérienne pourrait s'enorgueillir d'avoir été un petit paradis, et l'affreuse misère noire du peuple chinois sous le régime de Tchang Kaï-chek n'était pas loin d'être une félicité, à côté de la réalité actuelle.

Une autre «thèse» de Viénet est que la Chine est dirigée par un appareil bureaucratique. Le président Mao Tsé-toung, Chou En-laï, Chu Teh étaient des bureaucrates fascistes ! Derrière l'argument trotskiste et anarchiste de la «bureaucratie», ce film reprend la propagande de la presse d'extrême-droite : «Minute», «Rivarol», «Le Meilleur» ou l'«Aurore». D'où la gène du «Monde» qui sait, lui, garder une certaine décence dans le mensonge. Objectivité et crédibilité obligent !

Le film est principalement constitué par un commentaire haineux et ordurier (au sens propre et figuré) de deux heures, «illustré» par des extraits de films officiels chinois. Etant incapable de prouver quoi que ce soit avec ces derniers, Viénet a recours au montage : il utilise des extraits de films violents et sanglants de Kung-fu pour faire passer l'idée de violence terroriste du régime. Manipulation et détournement de sens, voilà sur quoi est bâti ce film.

Mais voyons plutôt la réalité chinoise

L'organisation qui dirige tout en Chine est le PCC. Le peuple chinois a le devoir de donner son avis sur la ligne suivie par la PCC, il participe activement à la lutte politique, mais aussi il donne son avis sur le recrutement des membres du parti. Cet avis est une garantie pour que les nouveaux communistes servent les intérêts du peuple, et appliquent la ligne révolutionnaire du Parti.

Les travailleurs contrôlent le recrutement du Parti

Tout postulant au titre de membre du parti doit répondre à certains critères : dans la lutte de classe on lui demande d'être à l'avant-garde de la lutte contre les lignes bourgeoises qui peuvent se manifester. Il doit lutter pour que la ligne révolutionnaire triomphe. Dans la production, il devra exécuter les tâches les plus difficiles, aider les autres et leur laisser les tâches plus faciles.

On lui demande également de faire des expériences et des recherches dans le domaine de l'expérimentation scientifique. Un futur membre du parti doit donc donner la preuve pratique qu'il désire servir les intérêts du peuple, qu'il ne recherche pas les bonnes planques et les responsabilités dans un but personnel mais pour mieux servir le peuple.

Qui, mieux que le peuple peut savoir si le candidat remplit les conditions nécessaires pour être membre du parti ? Tout candidat doit donc avoir l'avis favorable des travailleurs de son atelier par exemple. Ceux-ci se réunissent pour examiner la candidature selon les critères que nous avons évoqués ; cet avis est ensuite transmis aux divers échelons du parti concerné qui décident ou non d'admettre le candidat en tenant compte de l'avis des travailleurs. Il est normal que la décision revienne au Parti puisqu'il s'agit de son recrutement.

Ainsi donc, le contrôle exercé par les travailleurs sur le recrutement des membres du parti est une garantie importante pour empêcher que le parti ne dégénère.

Henri Mazereau

VIENET, UN BIEN CURIEUX PERSONNAGE

Ce sympathisant des thèses situationnistes a réussi à se faire fabriquer une réputation de sinologue averti. Mieux, il a réussi (à quel prix ?!) à se faire commanditer par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) pour créer une société de formation permanente, le SETAR qu'héberge Paris VII et qui enseigne (bien sûr !) le chinois. La signature des contrats entre la France et la Chine populaire a été une aubaine pour lui. Une nouvelle clientèle s'offrait : celle constituée par les ingénieurs, les techniciens français qui devaient se rendre en Chine. Enseignement très efficace d'ailleurs : les professeurs sont, parait-il, d'authentiques chinois... de Hong-Kong ou de Taïwan !

Dans les milieux enseignants, l'histoire suivante circule : la thèse est d'une simplicité biblique. Des situationnistes étaient très intéressés par ce qui se passait en Chine populaire. Ils ne pouvaient faire confiance à Pékin-information et ils considéraient que la seule source digne de foi était (ben voyons !)... la CIA. Il fallait donc entrer en cheville avec elle, donnant-donnant. Par les élèves du SETAR, on pouvait construire une sorte de réseau de renseignements. Quant à la CIA, pof ! les théories situationnistes sont tellement claires, que de deux choses l'une : ou l'agent de la CIA mourrait idiot, ou il deviendrait... situationniste !

Histoire ridicule, direz-vous, ceux qui ont eu le courage d'aller voir le film pensent le contraire...

UN TEXTE DE LENINE SUR LA POSITION DES REVOLUTIONNAIRES FACE AUX ELECTIONS



Les élections législatives de Mars 1978 approchent. Les candidats marxistes léninistes de France seront présents dans cette bataille politique pour appeller à rejeter les vieux partis bourgeois, qu'ils se présentent sous une étiquette de droite ou de gauche, pour faire connaître leur voixe, leur programme et leurs propositions. A ce propos, il est utile de connaître les enseignements de Lénine sur la question des élections. Ils sont développés notamment dans une brochure publiée en juillet 1907 à St Pétersbourg.

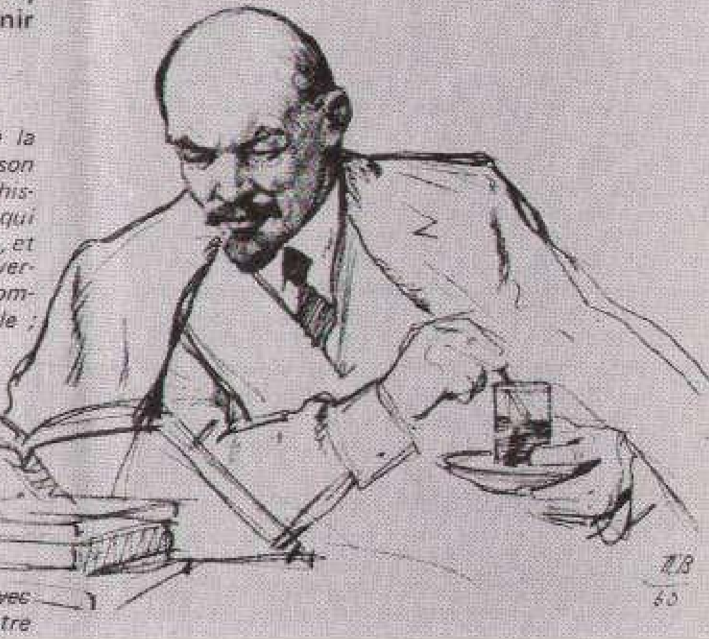
Al'époque, la question de l'attitude à adopter face aux élections de la troisiéme Douma (le parlement tsariste) divisait les révolutionnaires ; Fallait il les boycotter, ou y participer ? Lénine commence par évoquer le mot d'ordre de boycottage adopté par les bolcheviks (qu'on appellait alors sociaux démocrates) eux ans auparavant, lors des élections de la précédente Douma . Il précise sa conception du boycottage qui ne peut être qu'actif. Il ne s'agit pas d'une simple abstention passive mais d'un véritable assaut contre le régime que Lénine place délibérément en rapport avec l'insurrection armée.

Mais deux ans plus tard, la situation a changé, le mouvement révolutionnaire connait un reflux, l'attitude tactique devant les élections doit tenir compte de ces changements.»

... L'attitude du marxisme en ce qui concerne la voie tortueuse de l'histoire est semblable au fond, à son attitude vis à vis des compromis. Chaque zigzag de l'histoire est un compromis, un compromis entre l'ancien qui n'est plus assez fort pour nier complètement le nouveau, et le nouveau qui n'est pas encore assez fort pour renverser l'ancien. Le marxisme ne renonce pas d'avance aux compromis ; le marxisme considère leur usage indispensable ; mais ceci n'exclut nullement que le marxisme en qualité de force vivante et agissante de l'histoire, lutte vigoureusement contre les compromis...

... En défendant tout notre programme et toutes nos conceptions révolutionnaires, nous devons conformer nos appels directs à la situation objective du moment. En prônant que la révolution est inévitable, en préparant systématiquement et de manière incessante un stock de matières inflammables dans tous les domaines, en sauvegardant dans ce but, avec soin, toutes les traditions de la meilleure époque de notre révolution, en les cultivant, en les débarrassant des parasites libéraux, nous ne renonçons pas en même temps à travailler prosaïquement sur la prosaïque voie de la monarchie constitutionnelle. Un point c'est tout. Nous devons préparer une autre nouvelle et ample montée révolutionnaire, mais il n'y a aucune raison pour nous fourrer dans un boycottage sans y regarder à deux fois.

...Celui qui veut convaincre le prolétariat social-démocrate de la justesse du mot d'ordre de boycottage ne doit pas se laisser attirer par la seule résonnance des mots qui ont joué en leur temps un rôle révolutionnaire insigne. Il doit réfléchir aux conditions objectives d'explication d'un tel mot d'ordre et comprendre que le lancer signifie déjà qu'on suppose de manière indirecte la présence des conditions d'un élan révolutionnaire ample, général, puissant et rapide. Mais dans des périodes comme celle que nous vivons, on ne peut en aucun cas supposer, même indirectement, de telles conditions. Il faut en avoir nettement conscience et que cela soit clair pour chacun et pour toute la classe ouvrière. Autrement, on risque de tomber dans la situation de quelqu'un qui emploie les grands mots sans avoir conscience de leur véritable signification ou qui ne se résoud pas nommer les choses par leur nom sans ambages.





Les lecteurs ont la parole

Trois lettres de lecteurs (deux de Paris et une de Bordeaux) expriment des critiques à propos de l'article «Une campagne antiallemande» du bimensuel No 14 (du 15 septembre), certains y voient même des contradictions avec des articles du quotidien No 737 et 743).

«Dans l'HR du 7 octobre 77, on peut lire un court article «complaisance vis à vis du nazisme» critiquant le film et les débats des «Dossiers de l'écran» – émission sur Kappler et le nazisme.

A juste titre, l'article dénonce l'attitude complaisante tant des invités que des producteurs de l'émission, vis à vis de criminels monstrueux : les nazis...

«Quand on lit... l'article «Une campagne antiallemande» on tombe sur le cul... et on se demande si les deux articles traduisent la ligne d'une même organisation – Le jour et la nuit !

«En quoi la dénonciation de la dictature que la bourgeoisie allemande, par le social-démocrate au pouvoir (les amis de Mitterrand) exerce sur la classe ouvrière et sur l'ensemble des travailleurs, constitue-t-elle une campagne antiallemande ? Quelle unité des peuples d'Europe voulons-nous ? L'unité des travailleurs ou bien l'Europe des polices (Cf : Convention antiterroriste) ?»

«Nous dénonçons à juste titre le groupe RAF, mais qui est réellement responsable de la répression montante, de la campagne de presse hystérique assimilant le terrorisme et le communisme...»

Premièrement, nous avons dénoncé à juste tire, et continuerons à la faire, toute complaisance vis à vis du nazisme tant en France qu'en Allemagne. Cela veut-il dire pour autant que le nazisme soit redevenu le danger principal ? Sur lequel tout les coups doivent être concentrés ? Absolument pas. En Allemagne, c'est sur la classe bourgeoise au pouvoir qui opprime le peuple et sur les deux superpuissances qui rivalisent pour la domination de l'Europe, que les marxistes-léninistes allemands portent les coups principaux. Ce qui ne les empêche nullement de combattre tout résurgence du nazisme. En France également.

Deuxièmement, n'est-ce pas la bourgeoisie française par la bouche de ses représentants qui, au moment des affrontements de Malville, a appelé à une véritable ratonnade contre les manifestants allemands et parlé d'une *«nouvelle occupation allemande»* ? N'est-ce pas le dirigeants révisionnistes se faisant l'écho des révisionnistes soviétiques qui mènent campagne depuis plusieurs années contres *«les revanchards allemands»* (en axant sur le *«danger nazi»*), qu'ils veulent faire passer pour l'ennemi principal et camoufler ainsi les visées hégémoniques de plus en plus grandes du social-impérialisme russe ? Les révisionnistes et sociaux-impérialistes cherchent à détourner le peuple allemand et les peuples européens de leurs ennemis principaux.

Troisièmement, les contradictions au sein d'un pays (dont la principale en France, est celle qui oppose la bourgeoisie au prolétariat) ne sont nullement à séparer de celles qui existent au niveau international. Les facteurs internes sont déterminants. Les facteurs externes agissent sur les facteurs internes.

Quatrièmement, les marxistes-léninistes et le peuple de France sont étroitement solidaires des marxistes-léninistes et du peuple allemand. Dans la vague de répression actuelle, déclenchée par la bourgeoisie, des deux côtés du Rhin, qui assimile volontairement le terrorisme contre-révolutionnaire de Baader au communisme, ce, sont les travailleurs et le mouvement révolutionnaire qui sont visés. Nous combattons sans aucune ambiguïté la convention, appelée *«anti-terroriste»*, de Giscard-Schmidt. Celle-ci sert avant tout l'intensification des mesures antipopulaires.

Cinquièmement, est-ce que cela veut dire pour autant que nous combattons l'unité européenne ? Nous combattons tout ce qui s'oppose aux intérêts des peuples et soutenons ce qui va dans le sens du front uni anti-hégémonique. Car encore une fois, les deux aspects sont liés et nullement contradictoires.

Serge LAFORGE



La Faucille

500 paysans devant le tribunal de Besançon

Dévaluation du Franc vert : rien à attendre de bon.

La faucille parait tous les 15 jours

Passez vos commandes à La Faucille BP 258 75866 Paris Cedex 18

ABONNEMENTS A L'HUMANITÉ ROUGE

QUOTIDIEN	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F
QUOTIDIEN AVEC SUPPLÉMENT BIMENSUEL		
1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	420 F

PROLETARIAT



PROLETARIAT 14

Revue théorique et politique marxiste, léniniste pensée Mao Tsetoung

SOMMAIRE

PRIX 14 F — 4e trimestre 1977

EST PARU

«Prolétariat n'est pas une revue «pour une revue» qu'on range sagement dans un rayonnage ou une bibliothèque après l'avoir lue, c'est une arme supplémentaire pour le combat des communistes marxistes-léninistes de France»(Jacques Jurquet)

* Ecrivez, passez vos commandes exclusivement à PROLÉTARIAT BP 320 13213 Marseille – Cedex 31

Paiement à l'ordre de «Prolétariat». Le No 14 : 14 F.
(A la commande pour moins de 3 exemplaires)
Abonnement un an : 52 F
Abonnement de soutien : 80 F
Pour les militants de la région parisienne, passez au local des expéditions de l'Humanité rouge.

CAPTEZ LES ONDES REVOLUTIONNAIRES



« Tout faire pour mener à bien l'œuvre de la radiodiffusion afin de servir le peuple chinois et les autres peuples du monde. » MAO TSE-TOUNG

19h30-20h30	45,7 m	42,5 m	6565 kc	7059 kc
20h30-21h30	45,7 m	42,5 m	6565 kc	7059 kc
21h30-22h30	45,7 m	42,5 m	6565 kc	7059 kc
22h30-23h30	42,7 m	42,4 m	7026 kc	7075 kc
		45,9 m		6536 kc

souscription

QUELQUES SUGGESTIONS DES LECTEURS

Le 20 octobre, le montant de la souscription se montait à 68 378,90 F.

Nous sommes donc encore très loin du compte. La somme de 60 millions est indispensable pour que l'Humanité rouge continue à vivre. Il s'agit donc d'une bataille politique : se donner les moyens de pouvoir diffuser toujours plus largement les idées marxistes-léninistes et servir les luttes économique et politique des travailleurs.

Un couple de lecteurs de Nantes nous écrit : *«Nous avons lu la lettre d'un lecteur qui gagnait 2 000 F par mois, s'engageait à verser 100 F par mois jusqu'au 31 décembre. Nous avons fait nos comptes par rapport à ce lecteur et nous nous engageons à verser 200 F par mois...»*.

«De notre côté, dit un groupe de militants de la campagne de Loire-Atlantique, *nous sommes décidés à tout mettre en œuvre pour que la campagne des 60 millions soit un succès et qu'on ait un quotidien de huit pages. D'une part, chacun d'entre nous s'engage à souscrire régulièrement chaque mois jusqu'à la clôture de la souscription, d'autre part nous avons passé nos commandes de brochures de ... icatures pour la vente militante».* Celle-ci a en effet pour objectif de servir de support à la souscription ainsi que nombre d'autres matériaux qui seront prêts pour le 6 novembre.

Un couple de lecteurs de Lille démontre par un calcul très simple que l'objectif fixé est très réalisable : *«Il suffirait que 2 000 personnes donnent 100 F par mois pour que le total soit atteint en trois mois. Cette somme est énorme pour certains camarades, mais d'autres peuvent aisément la donner et même plus en acceptant de sacrifier un peu de superflu. C'est notre cas, à ma femme et à moi, nous ne l'avions jamais fait jusqu'ici».* Dans la même lettre, il est également souligné l'importance des *«petits sous des travailleurs qui permettent de faire connaître notre journal et de montrer le soutien populaire qu'il peut obtenir. Souvent nous avons négligé ce travail alors qu'il est très important».*

Ce sont tous ceux qui nous regardent avec sympathie vers lesquels nous devons nous tourner et non les seuls convaincus. Demander le soutien des lecteurs proches ou éloignés, oser s'adresser à tous ceux qui ne nous sont pas hostiles, sont des moyens pour remporter ensemble une nouvelle victoire.

60 MILLIONS AVANT LE 31 DECEMBRE

RIEN NE SERA PLUS COMME AVANT



Le peuple en armes prend d'assaut le Palais d'hiver.

Dès le matin, la ville avait été balayée par un vent humide et froid venu de l'Ouest. Le pavé des rues était gluant d'une boue épaisse, glacée qui perçait rapidement les chaussures. Et pourtant, le peuple est partout : l'avenue Nevski grouille d'une foule immense qui, ici, semblait se promener, mais là s'accroche en grappes compactes aux moindres saillies des tramways qui circulent normalement. La tension est grande, mais dans une sorte de fièvre joyeuse. Comme si chacun avait la claire conscience du privilège de vivre des heures exceptionnelles. Car les évènements s'étaient accélérés et la décision finale approchait. Au départ, le projet du gouvernement provisoire d'abandonner Petrograd aux troupes allemandes avait déchainé la tempête et le démenti du traitre Kerenski avait été accueilli par les huées et des sarcasmes.

Bien sûr, il y aurait des affrontements sanglants : sinon pourquoi les junkers (élèves de l'école militaire tsariste) avaient-ils installé leur artillerie devant le grand bâtiment en pierre rouge qu'était le Palais d'hiver ? Et que feraient les cosaques qui patrouillaient hier encore ? Mais justement, pourquoi ne les voit-ont plus aujourd'hui ? Le manifeste que leur a lancé, les bolcheviks a-t-il porté ses fruits ? Et face à ses inquiétudes n'y a-t-il pas, vite transmises comme une trainée de poudre, d'excellentes, d'exaltantes nouvelles ? La forteresse Pierre et Paul est passée du côté des révolutionnaires. 60 000 hommes sont, dit-on, aux ordres de Kerensky. Mais d'heure en heure, des régiments entiers choisissent la juste voie. Et puis les matelots de Cronstadt sont là : ils viennent de refermer le pont de la Neva que les junkers voulaient tenir ouvert afin d'empêcher les ouvriers et soldats du quartier populaire de Vyborg de se joindre aux forces soviétiques du centre de la ville. La Garde rouge aussi : spectacle impressionnant offert par ces jeunes ouvriers déterminés, dont la tenue de travail se transforme en un prestigieux uniforme simplement par le port par celui-ci d'une casquette marquée d'une étoile rouge, par l'adjonction par celui-là des molletières, et au bout des bras vigoureux les fusils distribués par les bolcheviks.

L'issue du combat n'est pas douteuse : rien ne pourra résister à cette puissance du peuple en armes, à sa détermination. Puissance d'un peuple qui s'est donné son organisation pour vaincre. «*Tout le pouvoir aux soviets*» est un mot d'ordre clair, plus qu'accepté, farouchement voulu. Le prolétariat s'est doté de son état-major et lui fait confiance , le soviet de Pétrograd siège en permanence à l'institut Smolny où Lénine s'est installé depuis la veille. Là affluent les nouvelles de tous les quartiers, de toutes les usines ; de là repartent les consignes et les directives, dans un va-et-vient perpétuel. Les délégués peuvent s'écrouler de sommeil : aucun retard, aucune hésitation n'en découlent, si forte est l'unité qui s'est forgée entre ces porteurs de la volonté du peuple.

A ses côtés, siège aussi en permanence le Comité militaire révolutionnaire, présidé par un jeune militant de 18 ans. Il vient de publier dans le «Rabotchi i soloat» une longue proclamation que l'on s'arrache des mains et dont on répète la conclusion : «*Ni restauration, ni doutes ! Fermeté, discipline, endurance, décision ! Vive la Révolution !*»

La nuit est tombée. Seul, troue les lourds nuages, le faisceau lumineux de «l'Aurore», le croiseur de la Baltique au service de la révolution. La marée révolutionnaire a déjà submergé le central-téléphonique, la gare de la Baltique, l'Agence télégraphique. Elle va submerger le Palais d'hiver dont s'est enfui Kerenski. Le gouvernement provisoire est déposé.

Le prolétariat remporte sa plus belle victoire, fantastique coup de glas pour la bourgeoisie. Plus rien ne sera comme avant. Désormais, les peuples du monde entier lutteront pour leur indépendance, les nations pour leur libération, et les peuples pour la révolution !

Joël FABIEN